

État de situation de l'intervention gouvernementale en matière d'action communautaire

Édition 2001-2002

OCTOBRE 2002

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS

| | | | |
|--|----|--|----|
| PRÉSENTATION DU DOCUMENT | 4 | 4.9 Ministère des Affaires municipales et de la Métropole | 38 |
| 1. Soutien financier 2001-2002, ventilé par programme et par type de soutien financier | 8 | 4.10 Ministère des Régions | 39 |
| 1.1 Tableau du soutien financier gouvernemental 2001-2002 | 12 | 4.11 Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration | 40 |
| 1.2 Tableau du soutien financier gouvernemental 2000-2001 | 19 | 4.12 Ministère des Relations internationales | 41 |
| 2. Sommaire du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire par ministère et organisme gouvernemental, de 1996-1997 à 2001-2002 | 25 | 4.13 Ministère des Transports | 42 |
| 3. Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002 | 28 | 4.14 Office de la protection du consommateur | 43 |
| 4. Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire, par ministère et organisme gouvernemental, de 1996-1997 à 2001-2002 | | 4.15 Office des personnes handicapées du Québec | 44 |
| 4.1 Ministère de l'Éducation | 30 | 4.16 Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec | 45 |
| 4.2 Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale | 31 | 4.17 Secrétariat à la condition féminine | 46 |
| 4.3 Ministère de l'Environnement | 32 | 4.18 Secrétariat au loisir et au sport | 47 |
| 4.4 Ministère de la Culture et des Communications | 33 | 4.19 Secrétariat aux Affaires autochtones | 48 |
| 4.5 Ministère de la Famille et de l'Enfance | 34 | 4.20 Secrétariat aux Aînés | 49 |
| 4.6 Ministère de la Justice | 35 | 4.21 Société d'habitation du Québec | 50 |
| 4.7 Ministère de la Santé et des Services sociaux | 36 | 4.22 Société de l'assurance automobile du Québec | 51 |
| 4.8 Ministère de la Sécurité publique | 37 | 4.23 Société de la faune et des parcs du Québec | 52 |

REMERCIEMENTS

Pour la présente édition, le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec tient à remercier, pour leur précieuse collaboration, toutes les personnes qui, dans chacun des ministères et organismes gouvernementaux, ont permis la réalisation de l'État de situation de l'intervention gouvernementale en matière d'action communautaire, en transmettant annuellement et souvent dans des échéanciers très serrés les sommes qui y sont consenties.

Martine Pichette,
Recherche et rédaction du rapport

Présentation du document

L'état de situation de l'intervention gouvernementale en matière d'action communautaire, édition 2001-2002, présente les efforts consentis par le gouvernement du Québec, en matière d'action communautaire pour l'année financière ayant débuté le 1^{er} avril 2001 et se terminant le 31 mars 2002.

Le gouvernement du Québec a accordé, en 2001-2002, 493 306 272 \$ aux organismes communautaires, dans le cadre des 53 programmes destinés à des organismes communautaires, par l'entremise de 22 ministères et organismes gouvernementaux.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique « *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec* », le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec a effectué en janvier 2002, auprès des ministères et organismes gouvernementaux, une cueillette de données visant à dresser un portrait du soutien financier gouvernemental accordé aux organismes communautaires, des programmes qui leur sont destinés ainsi que le type de soutien financier qui leur est accordé.

À la suite de cet exercice, il a été constaté que certains programmes pris en considération en 2000-2001 ne s'adressaient pas à des organismes communautaires ou au contraire auraient dû apparaître à l'état de situation gouvernementale. Ces programmes ont donc été retranchés ou ajoutés à la présente édition ainsi qu'à l'ensemble des tableaux de ce document, afin de refléter, le mieux possible, la réalité de chacun des ministères ou organismes gouvernementaux. Cela explique que les données financières de cette année modifient celles des éditions parues antérieurement.

On retrouvera dans la section qui suit, quatre types d'information distincte :

- Le soutien financier pour 2001-2002, ventilé par programme et par type de financement.
- Le sommaire du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire par ministère et organisme gouvernemental, de 1996-1997 à 2001-2002.
- L'évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire, de 1996-1997 à 2001-2002.
- L'évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire, par ministère et organisme gouvernemental, de 1996-1997 à 2001-2002.

Par ailleurs, il est important de noter que les sommes destinées aux activités ou organismes suivants ne sont pas prises en considération :

- Économie sociale
- Fonds de lutte à la pauvreté par la réinsertion au travail
- Centres locaux de développement
- Conseils régionaux de développement
- Centres de la petite enfance et regroupement des centres de la petite enfance

En outre, certaines informations importantes sont à prendre en considération pour comparer l'exercice financier 2001-2002 avec les exercices financiers précédents. Ces informations sont présentées ci-après.

• **Le ministère de l'Environnement**

À compter d'avril 2001, le programme Saint-Laurent Vision 2000 est retourné sous la responsabilité du ministère de l'Environnement. Auparavant, ce dernier était sous la responsabilité de la Société de la faune et des parcs du Québec.

De plus, les Conseils régionaux de l'environnement et le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement sont pris en considération pour l'année 2001-2002.

• **Le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration**

En 2001-2002, un nouveau programme est en vigueur soit le Programme de soutien à des projets d'intégration.

• **EMPLOI-QUÉBEC**

- Financement des ententes de service avec des organismes communautaires qui offrent les mesures Services d'aide à l'emploi et Projets de préparation à l'emploi

Un montant de 11 700 000 \$ a été considéré uniquement pour l'année 2000-2001 pour des subventions salariales accordées à des entreprises d'insertion. Il a donc été retranché à la présente édition.

• **Le Secrétariat au loisir et au sport**

À compter de 2001-2002, cinq programmes ne sont plus pris en considération, il s'agit des programmes suivants :

- Programme d'assistance financière aux clubs quads
- Programme d'assistance financière aux clubs de motoneigistes
- Programme d'assistance financière aux manifestations locales de la fête nationale
- Programme Chantiers jeunesse
- Programme de reconnaissance et de financement des organismes régionaux de loisir à l'intention des personnes handicapées.

Les montants indiqués ci-après ont été retirés des années financières suivantes :

| 1996-1997 | 1997-1998 | 1998-1999 | 1999-2000 | 2000-2001 |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 2 839 800 \$ | 2 839 800 \$ | 7 949 200 \$ | 8 036 200 \$ | 8 877 500 \$ |

• **Secrétariat aux aînés**

Pris en considération pour la première fois à l'état de situation de l'intervention gouvernementale en raison du programme « Engagés dans l'action pour les aînés ».

• **La Société d'habitation du Québec**

À compter de 2001-2002, le Programme d'aide aux associations de locataires de HLM (soutien aux associations, PAALHLM, entente spécifique) n'est plus pris en compte.

Ainsi, les montants suivants ont été retranchés pour les années antérieures :

| 1996-1997 | 1997-1998 | 1998-1999 | 1999-2000 | 2000-2001 |
|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 163 764 \$ | 173 622 \$ | 262 784 \$ | 248 804 \$ | 281 508\$ |

- **La Société de la faune et des parcs du Québec**

Le Programme de soutien financier Festival de pêche (jadis le programme de soutien financier pour l'ensemencement des lacs et cours d'eau Pêche en ville) n'est plus considéré à compter de 2001-2002.

Les montants suivants ont donc été retirés pour les années antérieures :

| 1996-1997 | 1997-1998 | 1998-1999 | 1999-2000 | 2000-2001 |
|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 167 000 \$ | 415 000 \$ | 450 000 \$ | 326 308 \$ | 427 000 \$ |

***1. Soutien financier 2001-2002, ventilé par programme
et par type de soutien financier***

1. Soutien financier 2001-2002, ventilé par programme et par type de soutien financier

Le tableau de la page 12 présente chacun des 53 programmes gouvernementaux destinés aux organismes communautaires ainsi que les montants qui y sont associés.

De plus, certains de ces programmes gouvernementaux ne se destinent pas exclusivement à des organismes communautaires. Les notes suivantes précisent les clientèles auxquelles ils s'adressent. Ces programmes sont marqués d'un astérisque (*) dans le tableau.

Ministère de l'Environnement

- ***Programme Action – Environnement***

Ce programme ne s'adresse pas exclusivement à des organismes communautaires.

Organismes admissibles :

- organismes privés à but non lucratif;
- conseils de bandes autochtones.

- ***Programme Saint-Laurent Vision 2000***

Ce programme ne s'adresse pas exclusivement à des organismes communautaires.

Outre la protection de la santé humaine et de celle de l'écosystème du Saint-Laurent, la troisième phase du projet vise l'engagement des communautés riveraines afin de favoriser l'accessibilité et le recouvrement des usages du Saint-Laurent.

Ministère des Régions

- ***Fonds conjoncturel de développement (FCD)***

Les données relatives aux organismes communautaires ayant bénéficié de ce programme sont surestimées, compte tenu qu'elles concernent l'ensemble des organismes à but non lucratif subventionnés et non pas uniquement les organismes communautaires.

Ainsi, les organismes admissibles à ce fonds sont les suivants :

- toute municipalité, communauté urbaine ou municipalité régionale de comté;
- les organismes sans but lucratif et incorporés;

- organismes des réseaux de l'éducation, de la santé, des services sociaux, du domaine municipal;
- tout conseil de bande d'une communauté autochtone.

Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

- ***Fonds de développement de l'immigration en région (FDIR)***

Les organismes admissibles à ce programme sont les suivants :

- une municipalité locale ou une municipalité régionale de comté (MRC);
- une corporation de développement économique (Commissariat industriel);
- un organisme régional sectoriel;
- un groupement voué au développement régional;
- une chambre de commerce;
- un organisme incorporé et sans but lucratif tel qu'un organisme des communautés culturelles, un groupe d'amitié avec un pays étranger, un organisme à vocation internationale, etc.;
- une université, un centre de recherche, un organisme à vocation technologique;
- une entreprise privée ayant des besoins importants en main-d'œuvre ne pouvant être comblés au Québec, à titre expérimental seulement.

- ***Programme de francisation en milieu de travail (PFMT)***

Ce programme comporte deux volets :

- Le volet I s'adresse aux organismes communautaires qui prennent en charge l'organisation et la réalisation de cours de français à temps partiel pour les travailleurs de petites entreprises. Il offre à ces organismes de

l'aide financière, des professeurs ainsi que du soutien administratif et pédagogique.

- Le volet II s'adresse aux organisations qui souhaitent mettre sur pied des cours de français sur les lieux de travail. Il offre des professeurs ainsi que du soutien administratif et pédagogique.

Les organismes admissibles sont les suivants :

- les entreprises du secteur privé;
- les associations professionnelles ou syndicales.

Ministère des Relations internationales

- ***Programme « Québec sans frontières »***

Ce programme ne s'adresse pas exclusivement à des organismes communautaires. Trois clientèles distinctes sont admissibles :

- les jeunes âgés de 18 à 35 ans qui possèdent le statut de « citoyenneté canadienne » ou le statut de « résidence permanente » et ayant un domicile permanent au Québec depuis au moins un an;
- les organismes de coopération internationale (OCI), membres de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) possédant une expertise éprouvée dans la réalisation de stages de coopération internationale, et ce, notamment avec la clientèle jeunesse;
- les personnes morales de la coopération internationale s'associant à un OCI membre de l'AQOCI.

Ministère de la Sécurité publique

- ***Programme de mobilisation des collectivités***

À la suite d'un protocole d'entente signé en 1999 avec le ministère de la Justice du Canada, le ministère de la Sécurité publique co-gère quatre programmes de financement dont le Programme de mobilisation des collectivités est exclusivement réservé aux organismes sans but lucratif.

Les organismes visés par le Programme de mobilisation des collectivités sont les suivants :

- les organisations, sociétés, associations et groupes bénévoles à but non lucratif;
- les coalitions et réseaux locaux;
- les organisations et associations professionnelles à but non lucratif;
- les groupes favorisant la prévention du crime à l'intérieur des collectivités autochtones.

Office des personnes handicapées du Québec

- ***Semaine québécoise des personnes handicapées***

Ce programme ne s'adresse pas exclusivement à des organismes communautaires.

Secrétariat aux aînés

- ***Engagés dans l'action pour les aînés***

Ce programme ne s'adresse pas exclusivement à des organismes communautaires.

Organisme admissible :

- Entreprises d'économie sociale

Secrétariat à la condition féminine

- ***Programme À égalité pour décider***

Ce programme ne s'adresse pas exclusivement à des organismes communautaires. Ainsi, les instances visées par ce programme, c'est-à-dire celles où il importe d'instaurer et de maintenir une représentation équitable des femmes, sont principalement :

- les municipalités;
- les municipalités régionales de comté;
- les communautés urbaines;
- les conseils régionaux de développement;
- les centres locaux de développement;
- les conseils régionaux des partenaires du marché du travail;
- les conseils d'administration des Régies régionales de la santé et des services sociaux;
- les conseils d'administration des établissements du réseau de la santé et des services sociaux;
- les commissions scolaires;
- les associations touristiques régionales;
- les conseils régionaux de la culture et de l'environnement;
- les unités régionales de loisir et de sport;

- les conseils d'administration des institutions économiques et financières.

Secrétariat au loisir et au sport

- ***Programme d'accompagnement en loisir pour les personnes ayant une déficience***

Ce programme s'adresse à des organismes à but non lucratif, à des municipalités, à des camps de vacances et à des individus.

Société de la faune et des parcs du Québec

- ***Faune – Nature***

Ce programme ne s'adresse pas exclusivement à des organismes communautaires.

Organismes admissibles :

- organismes sans but lucratif;
- conseils de bandes autochtones;
- conseils régionaux de l'environnement;
- comités sur les zones d'interventions prioritaires (ZIP);
- agences de mise en valeur des forêts privés.

1.1 SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL 2001-2002, EN MATIÈRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE
PAR MINISTÈRE ET ORGANISME GOUVERNEMENTAL,
PAR PROGRAMME ET PAR TYPE DE SOUTIEN FINANCIER

| MINISTÈRE/ORGANISME GOUVERNEMENTAL | Total Accordé (\$) | Mission globale (\$) | Ententes de service (\$) | Projets ponctuels (\$) |
|--|--------------------------|----------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| Ministère de l'Éducation¹ | | | | |
| • Programme de soutien aux organismes d'éducation populaire autonomes | 10 273 401 \$ | 10 273 401 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Programme de soutien aux organismes d'alphabétisation populaire autonomes | 9 410 140 \$ | 9 410 140 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 19 683 541 \$ | 19 683 541 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale² | | | | |
| • Financement des Carrefours jeunesse-emploi | 32 852 869 \$ | 0 \$ | 32 852 869 \$ | 0 \$ |
| • Financement des ententes de service avec des organismes communautaires spécialisés qui offrent les mesures Services d'aide à l'emploi et Projets de préparation à l'emploi (Emploi-Québec) | 98 203 629 \$ | 0 \$ | 98 203 629 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 131 056 498 \$ | 0 \$ | 131 056 498 \$ | 0 \$ |
| Ministère de l'Environnement³ | | | | |
| • Programme Action — Environnement* | 809 424 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 809 424 \$ |
| • Programme de financement statutaire des groupes nationaux (PFS) (groupes environnementaux d'envergure nationale) | 300 000 \$ | 300 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Programme d'aide relatif aux priorités en environnement (PAPE) | 297 223 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 297 223 \$ |
| • Programme Saint-Laurent Vision 2000* | 293 497 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 293 497 \$ |
| • Conseils régionaux de l'environnement | 1 125 000 \$ | 1 125 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 2 825 144 \$ | 1 425 000 \$ | 0 \$ | 1 400 144 \$ |
| Ministère de la Culture et des Communications⁴ | | | | |
| • Programme de soutien aux médias communautaires (Associations, organismes et regroupements nationaux) | 2 486 475 \$ | 2 086 644 \$ | 0 \$ | 399 831 \$ |
| • Programme de soutien aux radios autochtones | 475 000 \$ | 390 000 \$ | 0 \$ | 85 000 \$ |
| • Programme de soutien aux organismes nationaux de loisir culturel et scientifique | 1 260 770 \$ | 1 094 770 \$ | 0 \$ | 166 000 \$ |
| • Programme de soutien aux organismes régionaux de loisir scientifique | 374 900 \$ | 374 900 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Programme de soutien aux manifestations culturelles de la jeune relève amateur | 738 790 \$ | 294 000 \$ | 259 960 \$ | 184 830 \$ |
| Sous-total | 5 335 935 \$ | 4 240 314 \$ | 259 960 \$ | 835 661 \$ |

| MINISTÈRE/ORGANISME GOUVERNEMENTAL | Total Accordé (\$) | Mission globale (\$) | Ententes de service (\$) | Projets ponctuels (\$) |
|--|-----------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|
| Ministère de la Famille et de l'Enfance⁵ | | | | |
| • Mesure de financement de projets d'organismes communautaires intervenant auprès des familles 2001-2002 | 1 500 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 500 000 \$ |
| Sous-total | 1 500 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 500 000 \$ |
| Ministère de la Justice | | | | |
| • Centres d'aide aux victimes d'acte criminel | 1 684 831 \$ | 0 \$ | 1 684 831 \$ | 0 \$ |
| • SOS Violence conjugale | 275 000 \$ | 0 \$ | 275 000 \$ | 0 \$ |
| • Association québécoise Plaidoyer-Victimes | 75 000 \$ | 75 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Association des femmes autochtones du Québec | 60 000 \$ | 0 \$ | 60 000 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 2 094 831 \$ | 75 000 \$ | 2 019 831 \$ | 0 \$ |
| Ministère de la Santé et des Services sociaux | | | | |
| • Programme de soutien aux organismes communautaires (ministère et régies) | 253 696 053 \$ | 192 550 542 \$ | 50 218 119 \$ | 10 927 392 \$ |
| Sous-total | 253 696 053 \$ | 192 550 542 \$ | 50 218 119 \$ | 10 927 392 \$ |
| Ministère de la Sécurité publique | | | | |
| • Programme de mobilisation des collectivités* | 3 815 297 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 3 815 297 \$ |
| • Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité | 713 421 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 713 421 \$ |
| • Ressources communautaires (programmes d'hébergement, de suivi en milieu ouvert, de coûts marginaux, de sensibilisation et conscientisation, de travaux compensatoires) | 13 525 727 \$ | 0 \$ | 13 525 727 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 18 054 445 \$ | 0 \$ | 13 525 727 \$ | 4 528 718 \$ |
| Ministère des Affaires municipales et de la Métropole | | | | |
| • Fonds de développement de la Métropole (partie octroyée à des organismes communautaires) | 1 345 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 345 000 \$ |
| Sous-total | 1 345 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 345 000 \$ |
| Ministère des Régions⁶ | | | | |
| • Fonds conjoncturel de développement (FCD)* | 4 342 320 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 4 342 320 \$ |
| Sous-total | 4 342 320 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 4 342 320 \$ |

| MINISTÈRE/ORGANISME GOUVERNEMENTAL | Total Accordé (\$) | Mission globale (\$) | Ententes de service (\$) | Projets ponctuels (\$) |
|--|----------------------|----------------------|--------------------------|------------------------|
| Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration⁷ | | | | |
| • Fonds de développement de l'immigration en région (FDIR)* | 665 504 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 665 504 \$ |
| • Programme d'aide à la francisation des immigrants (PAFI) | 1 329 909 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 329 909 \$ |
| • Programme de francisation en milieu de travail (PFMT)* | 439 450 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 439 450 \$ |
| • Programme de soutien à l'insertion en emploi (PSIE) | 1 963 550 \$ | 0 \$ | 1 963 550 \$ | 0 \$ |
| • Programme d'accueil et d'établissement des immigrants (PAEI) | 4 475 900 \$ | 0 \$ | 4 475 900 \$ | 0 \$ |
| • Programme de soutien à la participation civique (PSPC) | 1 880 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 880 000 \$ |
| • Programme de soutien à des projets d'intégration | 1 142 500 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 142 500 \$ |
| Sous-total | 11 896 813 \$ | 0 \$ | 6 439 450 \$ | 5 457 363 \$ |
| Ministère des Relations internationales⁸ | | | | |
| • Programme «Québec sans frontières»* | 1 538 216 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 538 216 \$ |
| • Programme de sensibilisation du public | 310 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 310 000 \$ |
| • Programme d'aide à l'action humanitaire internationale | 2 869 316 \$ | 130 000 \$ | 0 \$ | 2 739 316 \$ |
| Sous-total | 4 717 532 \$ | 130 000 \$ | 0 \$ | 4 587 532 \$ |
| Office de la protection des consommateurs | | | | |
| • Programme d'aide aux organismes de protection du consommateur | 495 400 \$ | 495 400 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 495 400 \$ | 495 400 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Office des personnes handicapées du Québec | | | | |
| • Programme de soutien aux organismes de promotion | 5 118 711 \$ | 5 118 711 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Semaine québécoise des personnes handicapées* | 55 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 55 000 \$ |
| Sous-total | 5 173 711 \$ | 5 118 711 \$ | 0 \$ | 55 000 \$ |
| Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec | | | | |
| • Programme de Soutien à la défense collective des droits | 7 774 000 \$ | 7 774 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Programme Soutien aux cibles prioritaires | 5 724 000 \$ | 5 724 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Programme de Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome | 905 300 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 905 300 \$ |
| Sous-total | 14 403 300 \$ | 13 498 000 \$ | 0 \$ | 905 300 \$ |

| MINISTÈRE/ORGANISME GOUVERNEMENTAL | Total Accordé (\$) | Mission globale (\$) | Ententes de service (\$) | Projets ponctuels (\$) |
|--|---------------------|----------------------|--------------------------|------------------------|
| Secrétariat à la condition féminine | | | | |
| • Programme de soutien financier À égalité pour décider* | 1 000 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 000 000 \$ |
| Sous-total | 1 000 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 000 000 \$ |
| Secrétariat au loisir et au sport | | | | |
| • Programme d'assistance financière aux centres communautaires de loisirs | 2 518 985 \$ | 2 518 985 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Programme d'accompagnement en loisir pour les personnes ayant une déficience* | 1 385 000 \$ | 0 \$ | 80 000 \$ | 1 305 000 \$ |
| • Programme d'assistance financière aux camps de vacances | 3 957 150 \$ | 2 903 131 \$ | 0 \$ | 1 054 019 \$ |
| • Programme de reconnaissance et de financement des organismes nationaux de loisir | 1 622 800 \$ | 1 622 800 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 9 483 935 \$ | 7 044 916 \$ | 80 000 \$ | 2 359 019 \$ |
| Secrétariat aux Affaires autochtones | | | | |
| • Soutien à des organismes communautaires du milieu autochtone | 300 000 \$ | 300 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Projets de développement social, culturel ou économique à portée communautaire | 619 424 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 619 424 \$ |
| Sous-total | 919 424 \$ | 300 000 \$ | 0 \$ | 619 424 \$ |
| Secrétariat aux aînés⁹ | | | | |
| • Engagés dans l'action pour les aînés* | 999 450 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 999 450 \$ |
| Sous-total | 999 450 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 999 450 \$ |
| Société d'habitation du Québec | | | | |
| • Programme d'aide aux organismes communautaires en habitation (PAOC) | 1 500 000 \$ | 1 500 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Programme AccèsLogis (contribution au secteur) | 456 194 \$ | 0 \$ | 456 194 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 1 956 194 \$ | 1 500 000 \$ | 456 194 \$ | 0 \$ |
| Société de l'assurance automobile du Québec | | | | |
| • Ententes de service relatives au soutien communautaire des personnes accidentées de la route | 1 782 395 \$ | 0 \$ | 1 782 395 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 1 782 395 \$ | 0 \$ | 1 782 395 \$ | 0 \$ |

| MINISTÈRE/ORGANISME GOUVERNEMENTAL | Total Accordé (\$) | Mission globale (\$) | Ententes de service (\$) | Projets ponctuels (\$) |
|---|--------------------------|----------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| Société de la faune et des parcs du Québec | | | | |
| • Programme "Faune - Nature" | 544 351 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 544 351 \$ |
| Sous-total | 544 351 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 544 351 \$ |
| | | | | |
| GRAND TOTAL | 493 306 272 \$ | 246 061 424 \$ | 205 838 174 \$ | 41 406 674 \$ |

100%

50%

42%

8%

Note au tableau 1.1

- (1) Incluant 250 000 \$ provenant du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome accordé au MEQ dans le cadre de la mise en oeuvre de la Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire, soit 150 000 \$ alloués au programme PSÉPA et 100 000 \$ au programme PSAPA.
- (2) Incluant également des entreprises d'entraînement qui sont des OBNL (mesure MFOR). Excluant les sommes attribuées dans le cadre du Fonds de lutte à la pauvreté par la réinsertion au travail.
- (3) À compter de 2001-2002, les Conseils régionaux de l'environnement et le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement sont pris en considération.
- (4) Incluant 300 000 \$ provenant du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome accordé au MCC dans le cadre de la mise en oeuvre de la Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire.
- (5) Incluant 500 000 \$ provenant du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome accordé au MFE dans le cadre de la mise en oeuvre de la Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire.
- (6) Les données relatives aux organismes communautaires qui ont bénéficié de ce programme sont surestimées, compte tenu qu'elles concernent l'ensemble des organismes à but non lucratif subventionnés et non pas uniquement les organismes communautaires.
- (7) À compter de 2001-2002, un nouveau programme est en vigueur soit le Programme de soutien à des projets d'intégration.
- (8) À compter de 2001-2002, le Programme d'appui à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) a changé de nom pour devenir le Programme de sensibilisation du public.
- (9) Le Secrétariat aux aînés est pris en considération pour la première fois au bilan de l'intervention gouvernementale en raison du programme de soutien financier "Engagés dans l'action pour les aînés".

Commentaires

Pour comparer la présente édition avec celle de 2000-2001, tout en s'assurant que la base de comparaison est la même, il est important de prendre en considération certaines informations. Suite à l'adoption de la Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire, certains programmes de soutien financier pris en compte en 2000-2001 ne le sont plus à compter de 2001-2002. De plus, trois nouveaux programmes ont été ajoutés au présent bilan financier. Les informations suivantes présentent les programmes qui ont été retirés ou ajoutés en 2001-2002 de même que les montants qui y sont associés.

RETRAITS :

Ministère de la Culture et des Communications :

Somme accordée comme mesure de stabilisation et consolidation des organismes en loisirs culturel et scientifique 582 500 \$

Ministère de la Santé et des Services sociaux :

Somme consentie à des organismes communautaires en vertu de la Loi 160, suite au conflit de travail impliquant la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec 11 554 219 \$

Secrétariat au loisir et au sport :

Programme d'assistance financière aux clubs quads (véhicules tout-terrains) 1 147 900 \$
Programme d'assistance financière aux clubs de motoneigistes 3 754 300 \$
Programme d'assistance financière aux manifestations locales de la fête nationale 2 144 200 \$
Programme Chantiers jeunesse 695 600 \$
Programme de reconnaissance et de financement des organismes régionaux de loisir à l'intention des personnes handicapées 1 135 500 \$

Total SLS: 8 877 500 \$

Société d'habitation du Québec :

Programme d'habitation à loyer modique HLM 281 508 \$

Société de la faune et des parcs du Québec :

Programme de soutien financier Festival de pêche (jadis le Programme de soutien financier pour l'ensemencement des lacs et des cours d'eau Pêche en ville) 427 000 \$

Total des retraits : 21 722 727 \$

AJOUTS :

Ministère de l'Environnement :

Conseils régionaux de l'environnement 1 125 000 \$

Ministère des Relations avec les citoyens et de l'immigration :

Programme de soutien à des projets d'intégration 499 300 \$

Secrétariat aux aînés :

Engagés dans l'action pour les aînés 999 450 \$

Total des ajouts : 2 623 750 \$

* Voir note au lecteur

1.2 SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL 2000-2001, EN MATIÈRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE
PAR MINISTÈRE ET ORGANISME GOUVERNEMENTAL,
PAR PROGRAMME ET PAR TYPE DE SOUTIEN FINANCIER

| MINISTÈRE/ORGANISME GOUVERNEMENTAL | Total Accordé (\$) | Mission globale (\$) | Ententes de service (\$) | Projets ponctuels (\$) |
|---|--------------------------|----------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| Ministère de l'Éducation | | | | |
| • Programme de soutien aux organismes d'éducation populaire autonomes | 9 623 410 \$ | 9 623 410 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Programme de soutien aux organismes d'alphabétisation populaire autonomes | 8 039 740 \$ | 8 039 740 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 17 663 150 \$ | 17 663 150 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale | | | | |
| • Financement des ententes de service avec des organismes communautaires spécialisés qui offrent les mesures Services d'aide à l'emploi et Projets de préparation à l'emploi (Emploi-Québec) | 130 330 978 \$ | 0 \$ | 130 330 978 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 130 330 978 \$ | 0 \$ | 130 330 978 \$ | 0 \$ |
| Ministère de l'Environnement | | | | |
| • Programme Action — Environnement | 625 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 625 000 \$ |
| • Programme de financement statutaire des groupes nationaux (PFS) (groupes environnementaux d'envergure nationale) | 300 000 \$ | 300 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Programme d'aide relatif aux priorités en environnement (PAPE) | 540 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 540 000 \$ |
| Sous-total | 1 465 000 \$ | 300 000 \$ | 0 \$ | 1 165 000 \$ |
| Ministère de la Culture et des Communications | | | | |
| • Programme de soutien aux médias communautaires (Associations, organismes et regroupements nationaux) | 2 381 969 \$ | 2 000 000 \$ | 0 \$ | 381 969 \$ |
| • Programme de soutien aux radios autochtones | 415 000 \$ | 415 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Programme de soutien aux organismes nationaux de loisir culturel et scientifique | 1 052 800 \$ | 946 800 \$ | 0 \$ | 106 000 \$ |
| - mesure de stabilisation et de consolidation des organismes en loisir culturel et scientifique | 582 500 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 582 500 \$ |
| • Programme de soutien aux organismes régionaux de loisir scientifique | 338 900 \$ | 338 900 \$ | 0 \$ | 0 \$ |

| MINISTÈRE/ORGANISME GOUVERNEMENTAL | Total Accordé (\$) | Mission globale (\$) | Ententes de service (\$) | Projets ponctuels (\$) |
|--|-----------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> Programme de soutien aux manifestations culturelles de la jeune relève amateur | 568 500 \$ | 180 000 \$ | 0 \$ | 388 500 \$ |
| Sous-total | 5 339 669 \$ | 3 880 700 \$ | 0 \$ | 1 458 969 \$ |
| Ministère de la Famille et de l'Enfance | | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> Programme de subvention à l'intention des organismes communautaires autonomes intervenant auprès des familles | 988 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 988 000 \$ |
| Sous-total | 988 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 988 000 \$ |
| Ministère de la Justice | | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> Centres d'aide aux victimes d'acte criminel SOS Violence conjugale Association québécoise Plaidoyer-victimes Association des femmes autochtones du Québec | 1 175 000 \$ | 1 175 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| | 225 000 \$ | 225 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| | 45 000 \$ | 45 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| | 60 000 \$ | 60 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 1 505 000 \$ | 1 505 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Ministère de la Santé et des Services sociaux | | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> Programme de soutien aux organismes communautaires (ministère et régies) | 245 700 013 \$ | 147 420 008 \$ | 98 280 005 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 245 700 013 \$ | 147 420 008 \$ | 98 280 005 \$ | 0 \$ |
| Ministère de la Sécurité publique | | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> Programme de mobilisation des collectivités Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité Ressources communautaires (programmes d'hébergement, de suivi en milieu ouvert, de coûts marginaux, de sensibilisation et conscientisation, de travaux compensatoires) | 3 668 546 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 3 668 546 \$ |
| | 893 600 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 893 600 \$ |
| | 12 322 490 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 12 322 490 \$ |
| Sous-total | 16 884 636 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 16 884 636 \$ |

| MINISTÈRE/ORGANISME GOUVERNEMENTAL | Total Accordé (\$) | Mission globale (\$) | Ententes de service (\$) | Projets ponctuels (\$) |
|---|--------------------------|----------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| Ministère des Affaires municipales et de la Métropole | | | | |
| • Fonds de développement de la Métropole (partie octroyée à des organismes communautaires) | 1 702 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 702 000 \$ |
| Sous-total | 1 702 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 702 000 \$ |
| Ministère des Régions | | | | |
| • Fonds conjoncturel de développement (FCD) | 4 570 216 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 4 570 216 \$ |
| Sous-total | 4 570 216 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 4 570 216 \$ |
| Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration | | | | |
| • Fonds de développement de l'immigration en région (FDIR) | 543 721 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 543 721 \$ |
| • Programme d'aide à la francisation des immigrants (PAFI) | 1 420 671 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 420 671 \$ |
| • Programme de francisation en milieu de travail (PFMT) | 290 582 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 290 582 \$ |
| • Programme de soutien à l'insertion en emploi (PSIE) | 1 851 564 \$ | 0 \$ | 1 851 564 \$ | 0 \$ |
| • Programme d'accueil et d'établissement des immigrants (PAEI) | 3 388 250 \$ | 0 \$ | 3 388 250 \$ | 0 \$ |
| • Programme de soutien à la participation civique (PSPC) | 1 887 570 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 887 570 \$ |
| Sous-total | 9 382 358 \$ | 0 \$ | 5 239 814 \$ | 4 142 544 \$ |
| Ministère des Relations internationales | | | | |
| • Programme «Québec sans frontières» | 1 706 067 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 706 067 \$ |
| • Programme d'appui à l'association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) | 495 000 \$ | 495 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Programme d'aide à l'action humanitaire internationale | 2 871 956 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 2 871 956 \$ |
| Sous-total | 5 073 023 \$ | 495 000 \$ | 0 \$ | 4 578 023 \$ |
| Office de la protection des consommateurs | | | | |
| • Programme d'aide aux organismes de protection du consommateur | 495 400 \$ | 495 400 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 495 400 \$ | 495 400 \$ | 0 \$ | 0 \$ |

| MINISTÈRE/ORGANISME GOUVERNEMENTAL | Total Accordé (\$) | Mission globale (\$) | Ententes de service (\$) | Projets ponctuels (\$) |
|--|----------------------|----------------------|--------------------------|------------------------|
| Office des personnes handicapées du Québec | | | | |
| • Programme de soutien aux organismes de promotion | 3 709 600 \$ | 3 709 600 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 3 709 600 \$ | 3 709 600 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec | | | | |
| • Programme de Soutien à la défense collective des droits | 6 442 000 \$ | 6 442 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Programme Soutien aux cibles prioritaires | 5 827 000 \$ | 5 827 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Programme de Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome | 635 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 635 000 \$ |
| Sous-total | 12 904 000 \$ | 12 269 000 \$ | 0 \$ | 635 000 \$ |
| Secrétariat à la condition féminine | | | | |
| • Programme de soutien financier À égalité pour décider | 1 000 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 000 000 \$ |
| Sous-total | 1 000 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 000 000 \$ |
| Secrétariat au loisir et au sport | | | | |
| • Programme d'assistance financière aux centres communautaires de loisirs | 2 107 500 \$ | 2 107 500 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Programme d'accompagnement en loisir pour les personnes ayant une déficience | 1 035 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 035 000 \$ |
| • Programme d'assistance financière aux camps de vacances | 3 880 745 \$ | 3 880 745 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Programme de reconnaissance et de financement des organismes nationaux de loisir | 1 359 300 \$ | 1 359 300 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 8 382 545 \$ | 7 347 545 \$ | 0 \$ | 1 035 000 \$ |
| Secrétariat aux Affaires autochtones | | | | |
| • Soutien à des organismes communautaires du milieu autochtone | 260 000 \$ | 260 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Projets de développement social, culturel ou économique à portée communautaire | 450 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 450 000 \$ |
| Sous-total | 710 000 \$ | 260 000 \$ | 0 \$ | 450 000 \$ |

| MINISTÈRE/ORGANISME GOUVERNEMENTAL | Total Accordé (\$) | Mission globale (\$) | Ententes de service (\$) | Projets ponctuels (\$) |
|--|-----------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|
| Société d'habitation du Québec | | | | |
| • Programme d'aide aux organismes communautaires en habitation (PAOC) | 1 300 000 \$ | 1 300 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ |
| • Programme AccèsLogis (contribution au secteur) | 396 000 \$ | 0 \$ | 396 000 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 1 696 000 \$ | 1 300 000 \$ | 396 000 \$ | 0 \$ |
| Société de l'assurance automobile du Québec | | | | |
| • Ententes de service relatives au soutien communautaire des personnes accidentées de la route | 1 721 910 \$ | 0 \$ | 1 721 910 \$ | 0 \$ |
| Sous-total | 1 721 910 \$ | 0 \$ | 1 721 910 \$ | 0 \$ |
| Société de la faune et des parcs du Québec | | | | |
| • Programme "Faune - Nature" | 644 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 644 000 \$ |
| • Programme Saint-Laurent Vision 2000 | 700 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 700 000 \$ |
| Sous-total | 1 344 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 1 344 000 \$ |
| GRAND TOTAL | 472 567 498 \$ | 196 645 403 \$ | 235 968 707 \$ | 39 953 388 \$ |

100,0%

41,6%

49,9%

8,5%

***2. Sommaire du soutien financier gouvernemental
en matière d'action communautaire,
par ministère et organisme gouvernemental,
de 1996-1997 à 2001-2002***

**2. SOMMAIRE DU SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE
PAR MINISTÈRE ET ORGANISME GOUVERNEMENTAL, DE 1996-1997 À 2001-2002**

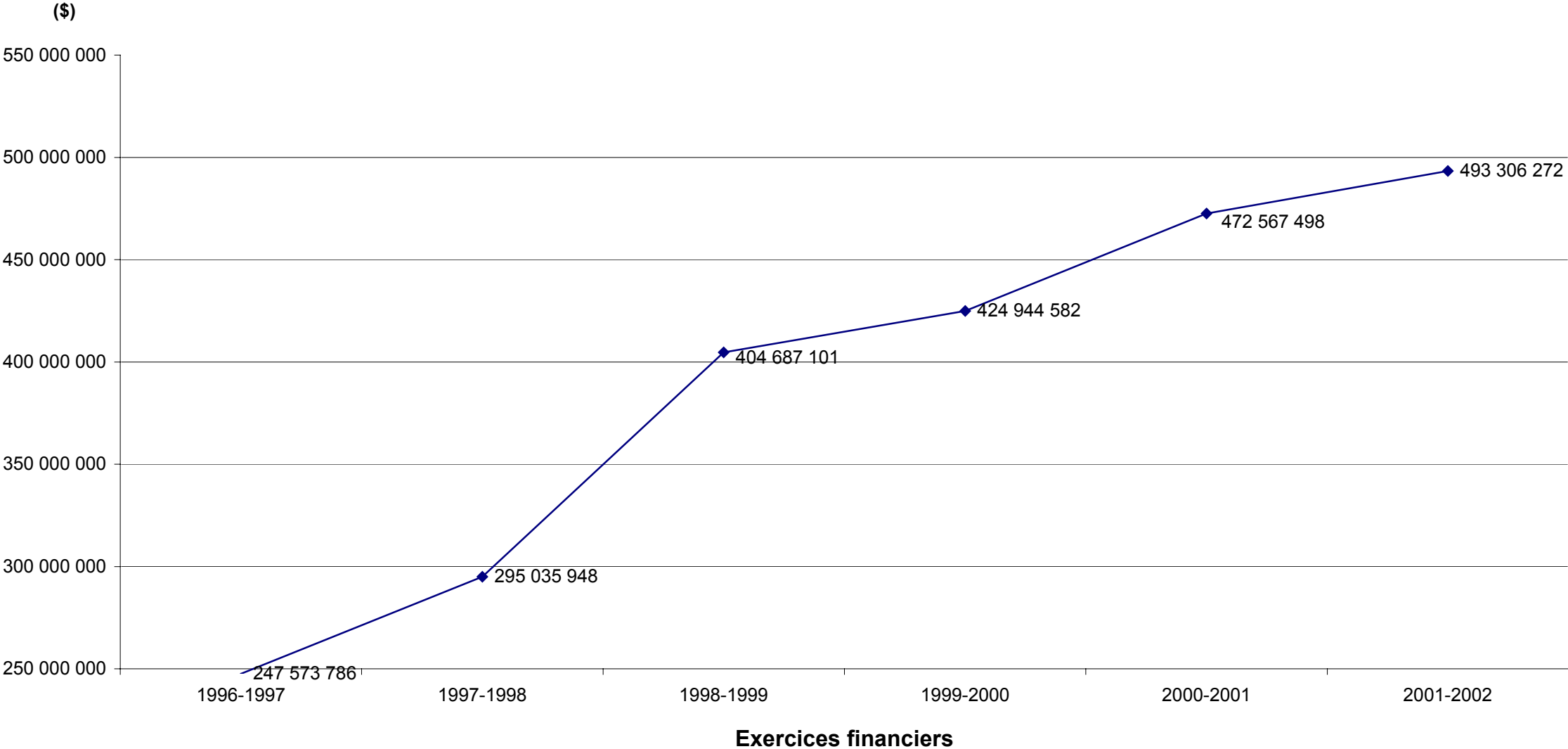
| M/O | ANNÉES FINANCIÈRES | | | | | |
|--|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | 1996-1997 (\$) | 1997-1998 (\$) | 1998-1999 (\$) | 1999-2000 (\$) | 2000-2001 (\$) | 2001-2002 (\$) |
| Ministère de l'Éducation | 13 816 351 | 13 816 351 | 13 846 215 | 15 350 945 | 17 663 150 | 19 683 541 |
| Ministère de l'Emploi, et de la ¹ | Emploi-Québec (1996-1997 à 2000-2001) ² | | | | | |
| Solidarité sociale | NSP | NSP | 124 448 252 | 122 005 393 | 130 330 978 | NSP |
| | Solidarité Sociale (1999-2000 à 2000-2001) ³ | | | | | |
| | 22 447 045 | 30 516 590 | NSP | NSP | NSP | 131 056 498 |
| Ministère de l'Environnement ⁴ | 1 385 350 | 2 026 500 | 1 923 684 | 2 619 000 | 1 465 000 | 2 825 144 |
| Ministère de la Culture et des Communications | 4 316 830 | 4 226 730 | 4 745 411 | 4 401 182 | 5 339 669 | 5 335 935 |
| Ministère de la Famille et de l'Enfance | 96 500 | 96 500 | 156 500 | 500 000 | 988 000 | 1 500 000 |
| Ministère de la Justice | 1 035 000 | 1 290 000 | 1 315 000 | 1 558 000 | 1 505 000 | 2 094 831 |
| Ministère de la Santé et des Services sociaux ⁵ | 150 221 299 | 181 298 066 | 199 605 323 | 212 565 423 | 245 700 013 | 253 696 053 |
| Ministère de la Sécurité publique ⁶ | 11 345 675 | 11 418 300 | 12 582 505 | 16 838 500 | 16 884 636 | 18 054 445 |
| Ministère des Affaires municipales et de la Métropole ⁷ | 1 092 613 | 1 476 000 | 1 963 900 | 1 392 000 | 1 702 000 | 1 345 000 |
| Ministère des Régions ⁸ | 3 863 071 | 8 969 128 | 4 016 909 | 4 449 947 | 4 570 216 | 4 342 320 |
| Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration ⁹ | 8 600 000 | 7 484 738 | 10 138 755 | 9 787 012 | 9 382 358 | 11 896 813 |
| Ministère des Relations internationales ¹⁰ | 1 265 195 | 3 814 051 | 4 450 667 | 4 330 485 | 5 073 023 | 4 717 532 |
| Ministère des Transports ¹¹ | NSP | 45 000 | 15 000 | NSP | NSP | NSP |
| Office de protection du consommateur | 495 400 | 495 400 | 495 400 | 495 400 | 495 400 | 495 400 |
| Office des personnes handicapées du Québec | 3 126 279 | 3 287 063 | 3 553 800 | 3 735 500 | 3 709 600 | 5 173 711 |
| Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec | 5 681 319 | 9 319 521 | 12 420 800 | 13 366 500 | 12 904 000 | 14 403 300 |
| Secrétariat à la condition féminine ¹² | NSP | NSP | NSP | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| Secrétariat au loisir et au sport ¹³ | 17 467 609 | 12 301 344 | 5 772 000 | 6 783 947 | 8 382 545 | 9 483 935 |
| Secrétariat aux Affaires autochtones | 323 250 | 508 000 | 410 000 | 675 625 | 710 000 | 919 424 |
| Secrétariat aux aînés ¹⁴ | NSP | NSP | NSP | NSP | NSP | 999 450 |
| Société d'habitation du Québec ¹⁵ | 995 000 | 1 300 000 | 1 300 000 | 1 549 000 | 1 696 000 | 1 956 194 |
| Société de l'assurance automobile du Québec | NSP | 1 346 666 | 1 526 980 | 1 540 723 | 1 721 910 | 1 782 395 |
| Société de la faune et des parcs du Québec ¹⁶ | NSP | NSP | NSP | NSP | 1 344 000 | 544 351 |
| Pourcentage de croissance | | 19,2% | 37,2% | 5,0% | 11,2% | 4,4% |
| TOTAL | 247 573 786 | 295 035 948 | 404 687 101 | 424 944 582 | 472 567 498 | 493 306 272 |

Note au tableau 2

- (1) À compter de mars 2001, Emploi-Québec et le ministère de la Solidarité sociale se sont fusionnés pour devenir le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
- (2) Emploi-Québec a été créé en 1998 à la suite de la récupération, par le gouvernement du Québec, des Fonds fédéraux en matière de développement du marché du travail. Ainsi, pour les données financières 1998-1999 et subséquentes, les sommes indiquées concernent essentiellement des ententes de service avec des organismes communautaires spécialisés qui offrent les mesures Services d'aide en emploi, Projets de préparation à l'emploi et un volet de la Mesure de Formation et le financement accordé aux Carrefours jeunesse-emploi.
- (3) Pour 1996-1997 et 1997-1998, les sommes en cause concernent les services externes de main-d'œuvre, les entreprises d'insertion et quelques CJE ayant conclu des ententes de service spécialisés dans le domaine de l'emploi avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Le montant de financement des CJE par le MES inclut une partie des sommes fournies par le SACA.
- (4) En 1999-2000, le ministère de l'Environnement et de la Faune a changé d'appellation pour devenir le ministère de l'Environnement et Société de la faune et des parcs du Québec. À compter de 1999-2000 les données excluent les Conseils régionaux de l'environnement et le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement alors que ces derniers sont pris en compte en 1998-1999. En 2000-2001, on retrouve le Ministère et la Société en deux entités distinctes. En 2001-2002, les Conseils régionaux de l'environnement et le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement sont de nouveau pris en considération.
- (5) L'écart important, entre les années financières 1999-2000 et 2000-2001, s'explique par le fait qu'en 2000-2001, des crédits additionnels de 1 870 000 \$ (récurrents) ont été consentis à la Marche des femmes et 11 554 219 \$ (non récurrents) ont été versés à des organismes communautaires en vertu de la Loi 160, suite au conflit de travail impliquant la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec.
- (6) Les prévisions 2002-2003 concernent uniquement le Programme ressources communautaires (volets hébergement, santé mentale, toxicomanie et réinsertion sociale).
- (7) La différence entre 1998-1999 et 1999-2000 est imputable au fait qu'en 1998-1999, deux projets ponctuels non récurrents visant la rénovation d'infrastructure ont été soutenus, ce qui ne fut pas le cas par la suite.
- (8) Jusqu'à 1998-1999, le ministère des Régions se nommait Secrétariat au développement des régions. Les données relatives aux organismes communautaires qui ont bénéficié du Fonds conjoncturel de développement sont surestimées, compte tenu qu'elles concernent l'ensemble des organismes à but non lucratif subventionnés et non pas uniquement les organismes communautaires.
- (9) À compter de 2001-2002, un nouveau programme est en vigueur soit le Programme de soutien à des projets d'intégration.
- (10) En 1998-1999, les sommes versées à l'organisme "Développement et paix" pour le soutien de son intervention auprès des victimes de l'Ouragan Mitch en Amérique centrale sont exclues.
- (11) Depuis mars 2000, l'Association québécoise du transport et des routes (AQTR) a acquis la Ligue de sécurité du Québec (LSQ), laquelle est devenue une direction technique de l'AQTR. De par la nature de ses activités, l'AQTR n'est pas considérée comme un organisme communautaire. C'est pourquoi, à compter de 1999-2000, les sommes allouées à la LSQ ne sont plus considérées dans le présent bilan.
- (12) Pris en compte depuis 1999-2000 seulement en raison de la création du Programme À égalité pour décider.
- (13) Les programmes d'assistance financière en loisir et en sport étaient sous la responsabilité du ministère des Affaires municipales jusqu'au début de l'année 1999, puis transférés au ministère de l'Éducation jusqu'à la fin de l'année 1999. Ils ont ensuite été sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux au cours de l'année 2000. Depuis mars 2001, le Secrétariat au loisir et au sport relève du ministre délégué au Tourisme, au Loisir et au Sport. À compter de 2000-2001, le Programme d'aide en loisir pour les personnes vivant avec un handicap a été intégré au Programme des unités régionales de loisir pour personnes handicapées.
En 2001-2002, les programmes de soutien financier suivants ne sont plus considérés : Programme d'assistance financière aux clubs quads (véhicules tout-terrains), Programme d'assistance financière aux clubs de motoneigistes, Programme d'assistance financière aux manifestations locales de la fête nationale, Programme Chantiers jeunesse, Programme de reconnaissance et de financement des organismes régionaux de loisir à l'intention des personnes handicapées.
- (14) À compter de 2001-2002, le Secrétariat aux aînés est pris en considération pour la première fois en raison du programme Engagés dans l'action pour les aînés.
- (15) En 2001-2002, le Programme d'habitation à loyer modique HLM n'est plus pris en compte.
- (16) Le Programme de soutien financier Festival de pêche (jadis le Programme de soutien financier pour l'ensemencement des lacs et des cours d'eau Pêche en ville) n'est plus considéré à compter de 2001-2002.

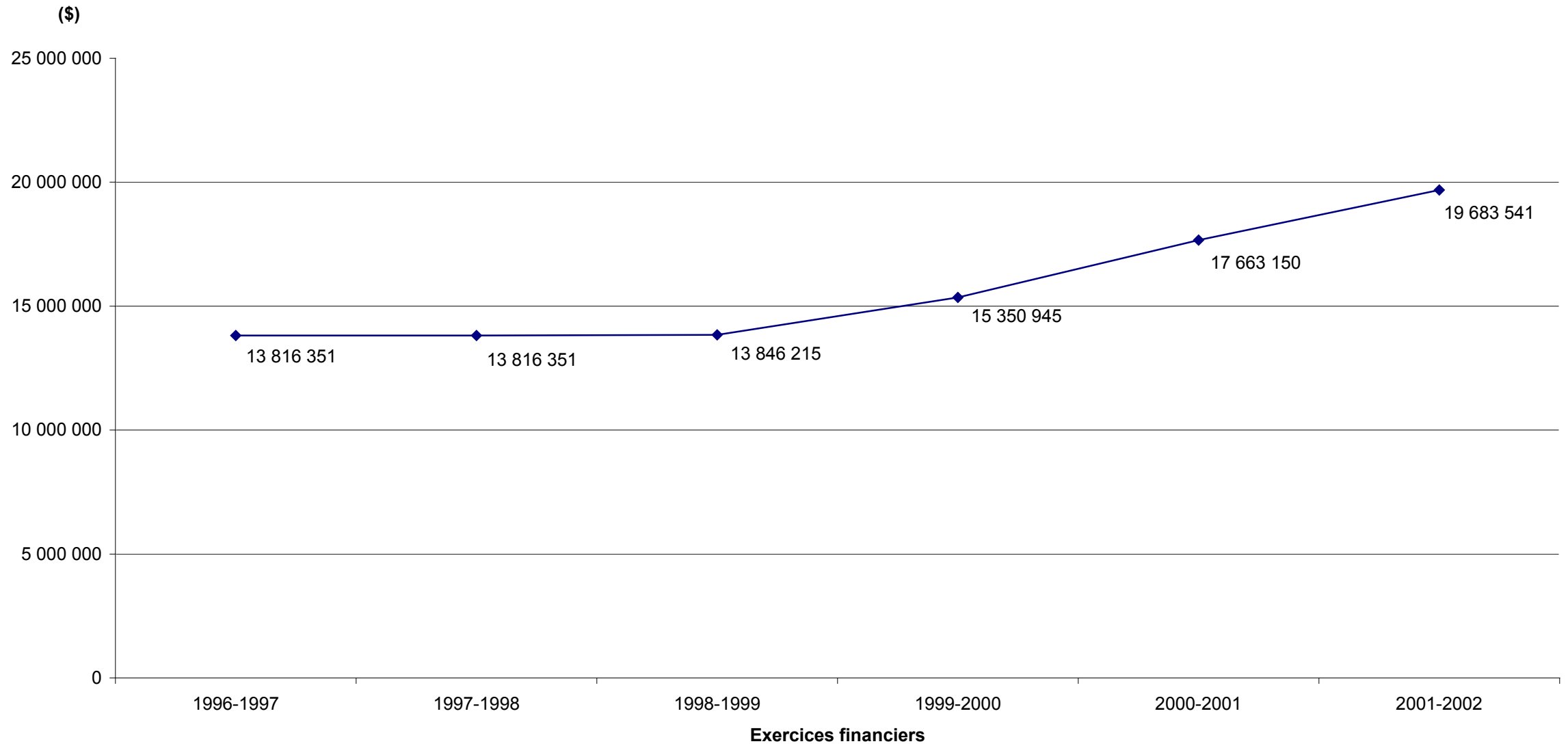
***3. Évolution du soutien financier gouvernemental
en matière d'action communautaire
de 1996-1997 à 2001-2002***

Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002

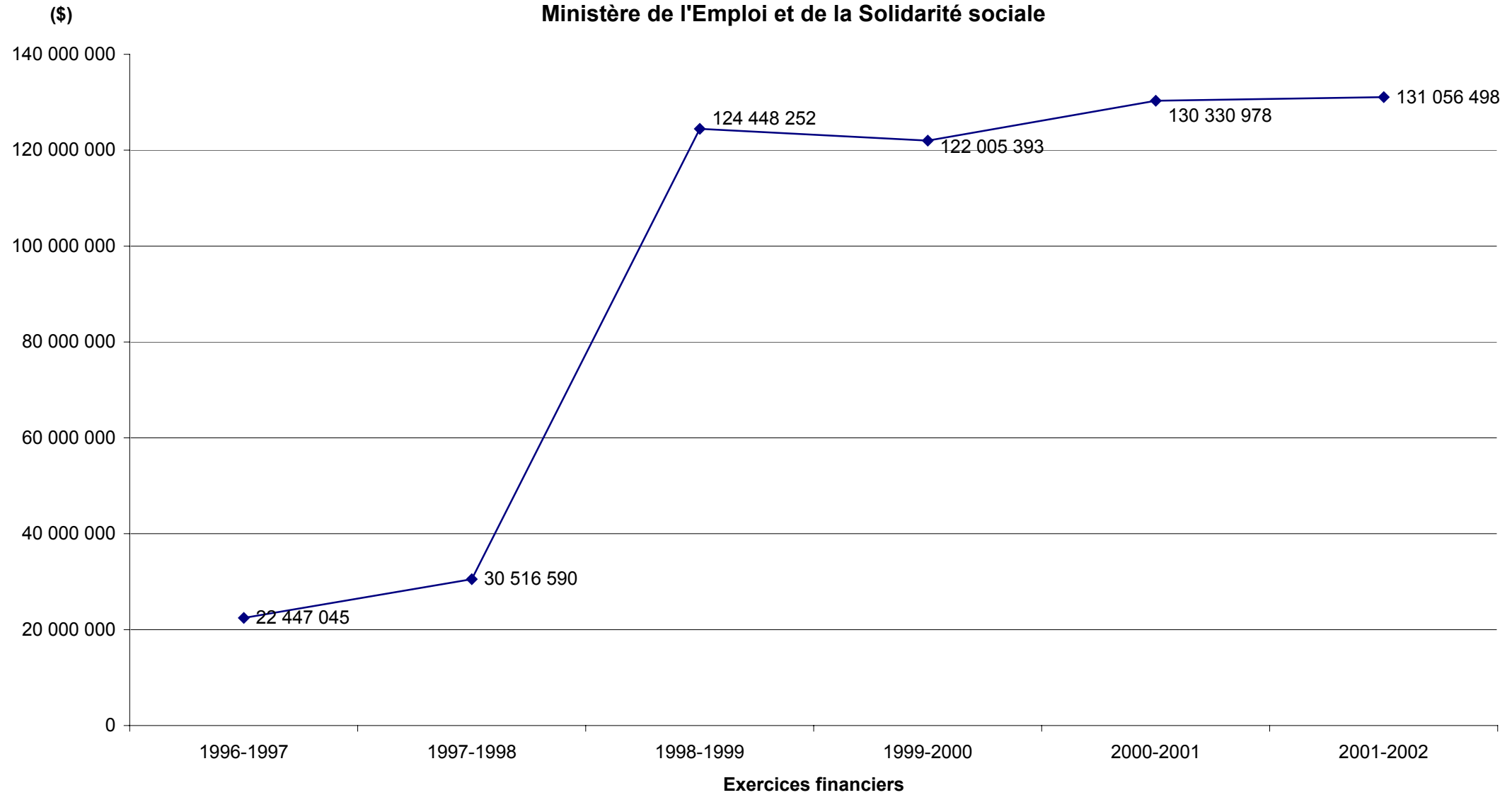


***4. Évolution du soutien financier gouvernemental
en matière d'action communautaire
par ministère et organisme gouvernemental,
de 1996-1997 à 2001-2002***

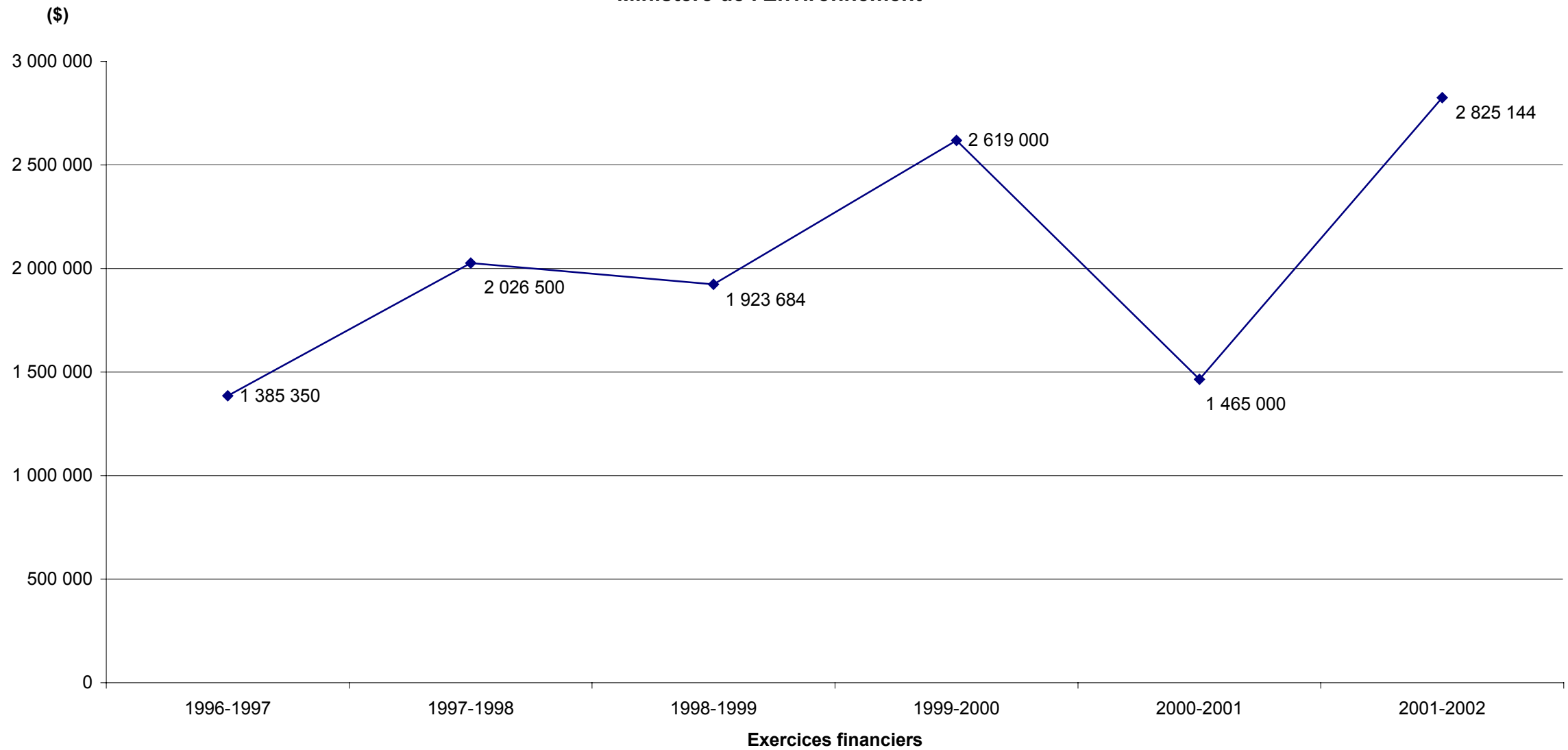
4.1 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Ministère de l'Éducation



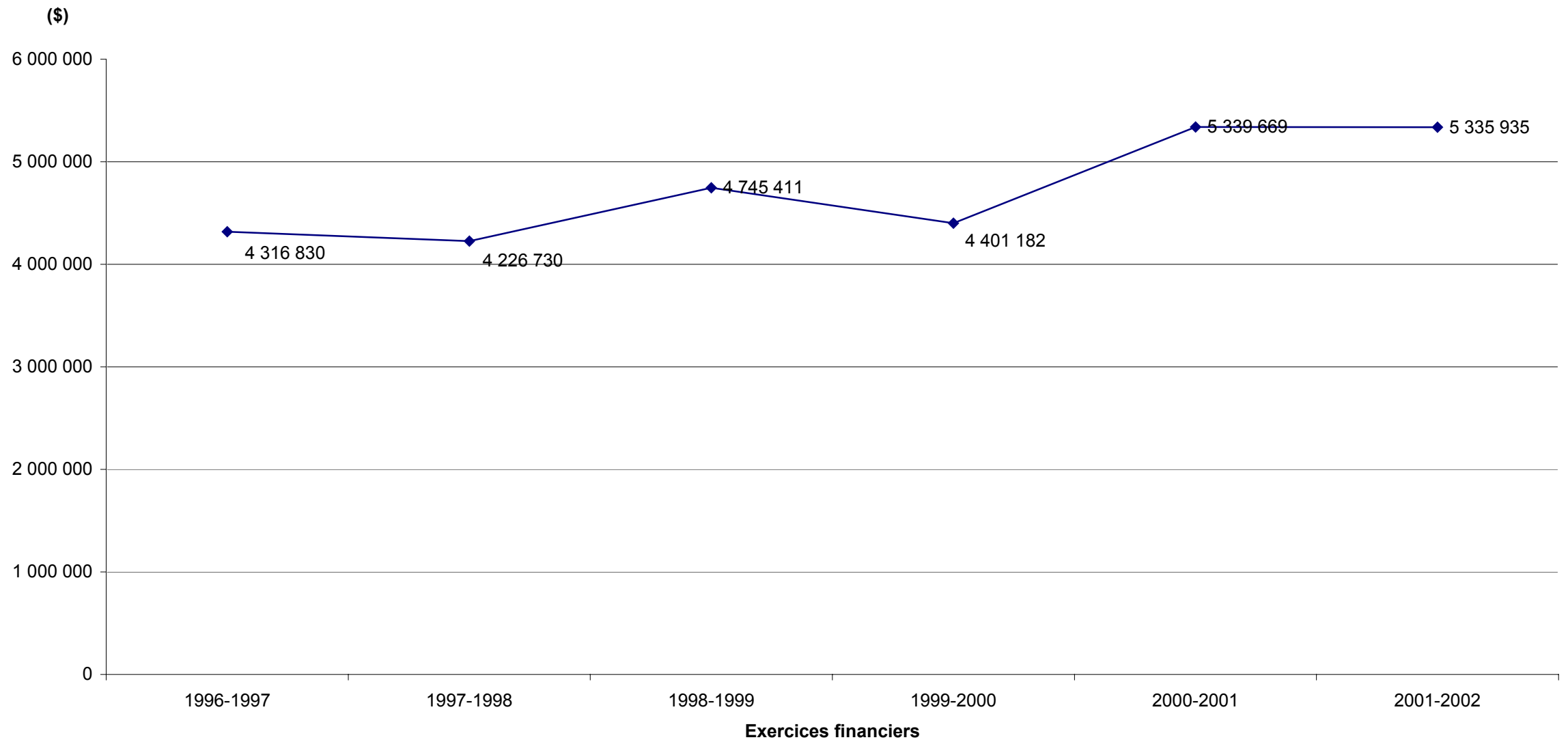
4.2 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002 Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale



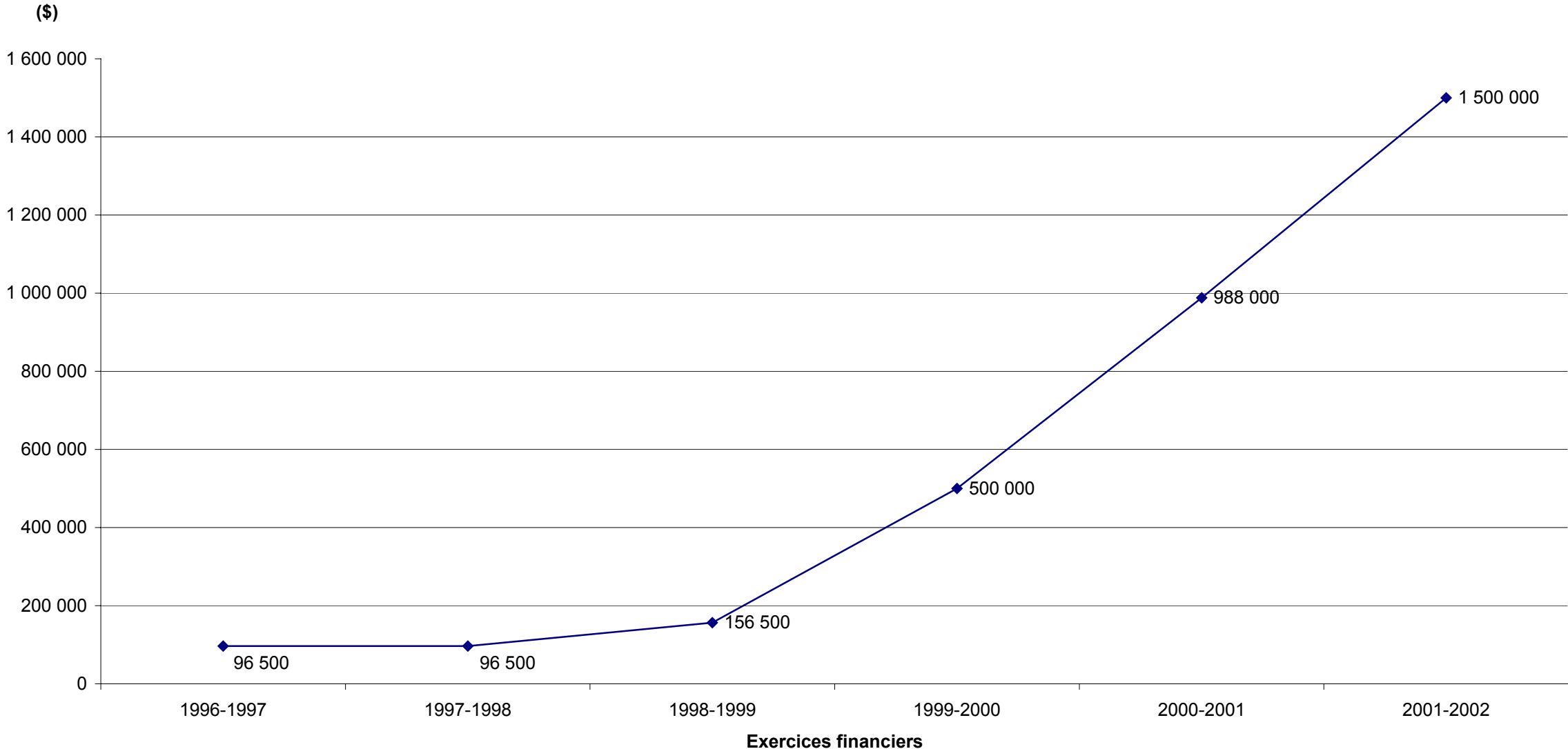
4.3 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Ministère de l'Environnement



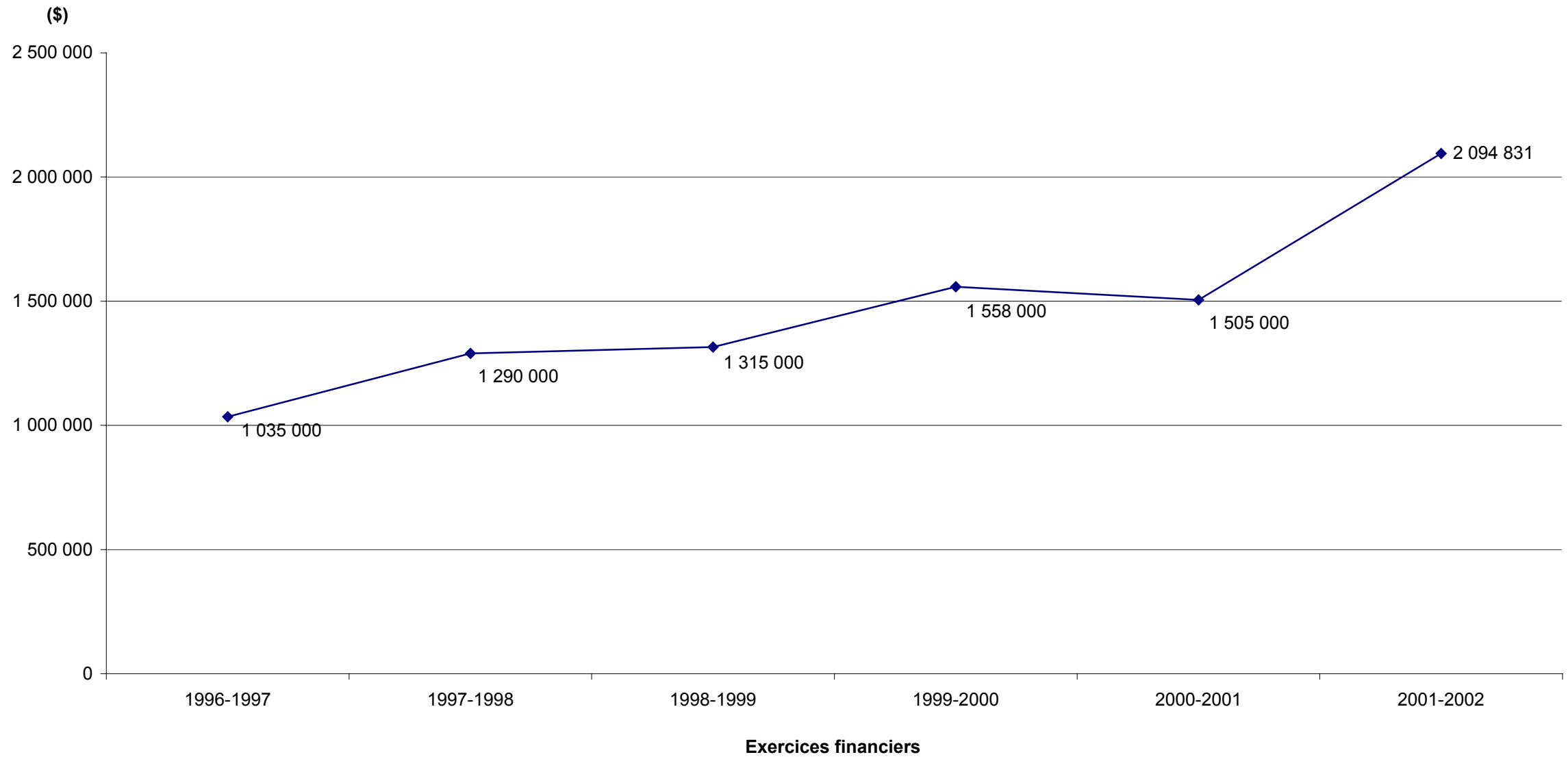
4.4 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Ministère de la Culture et des Communications



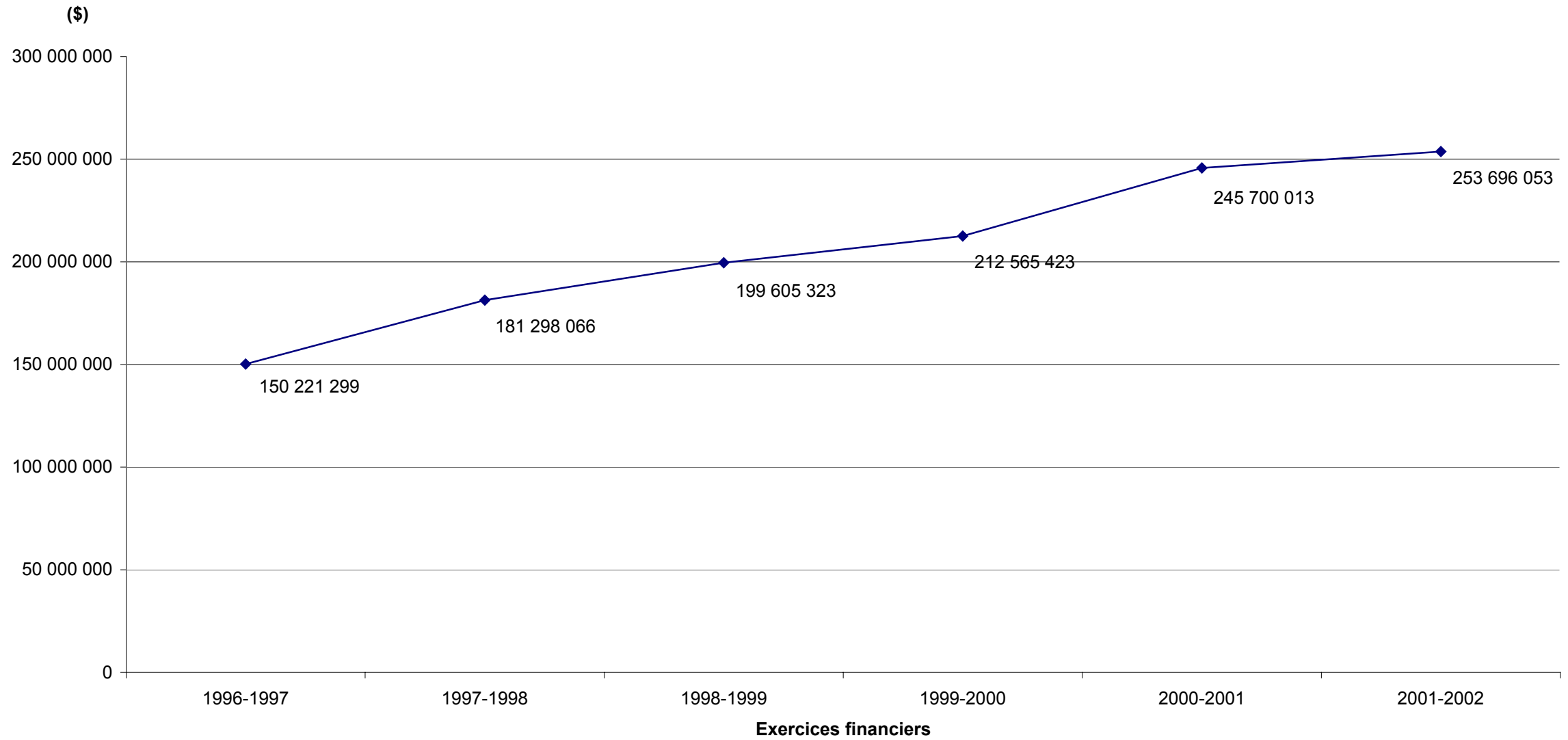
4.5 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Ministère de la Famille et de l'Enfance



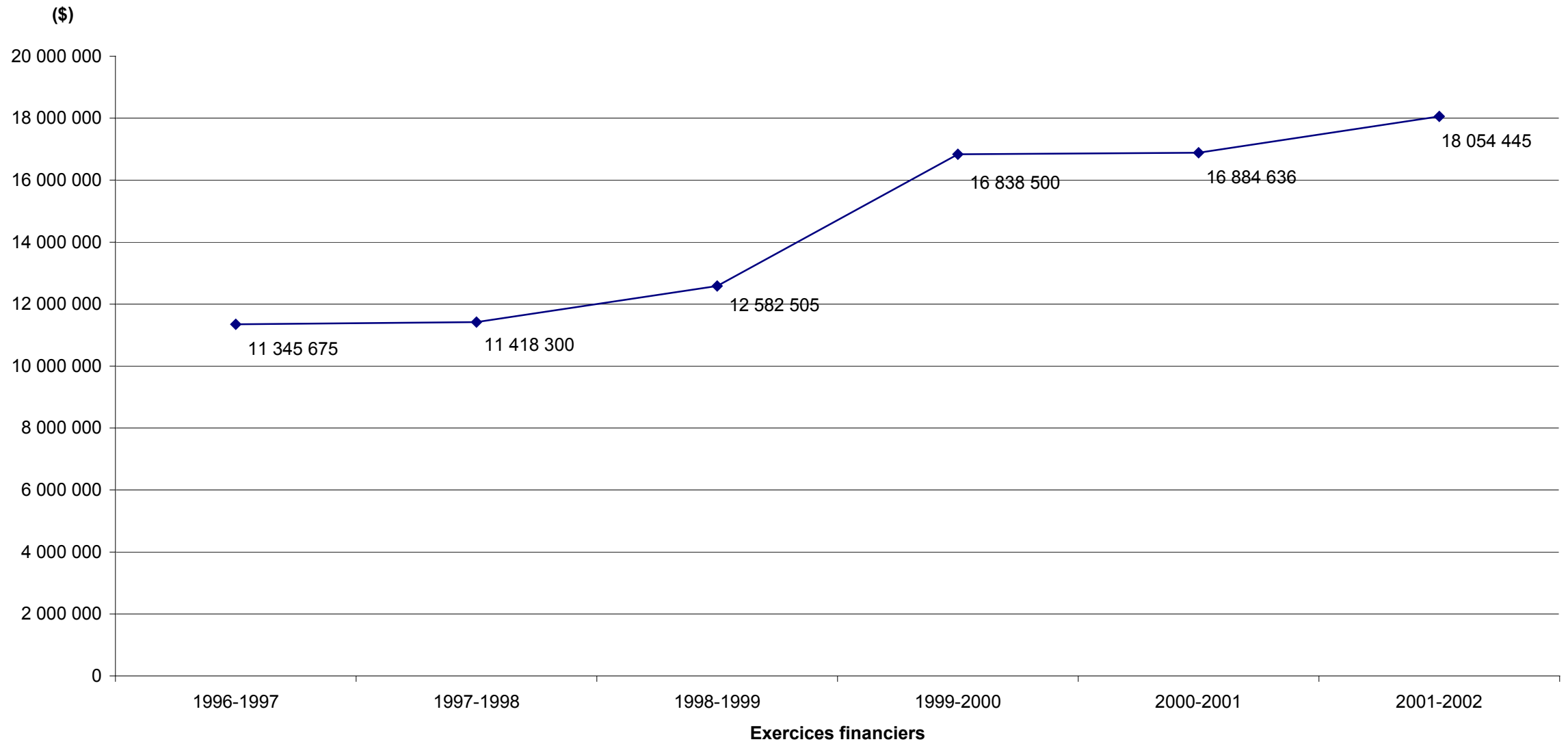
4.6 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002 Ministère de la Justice



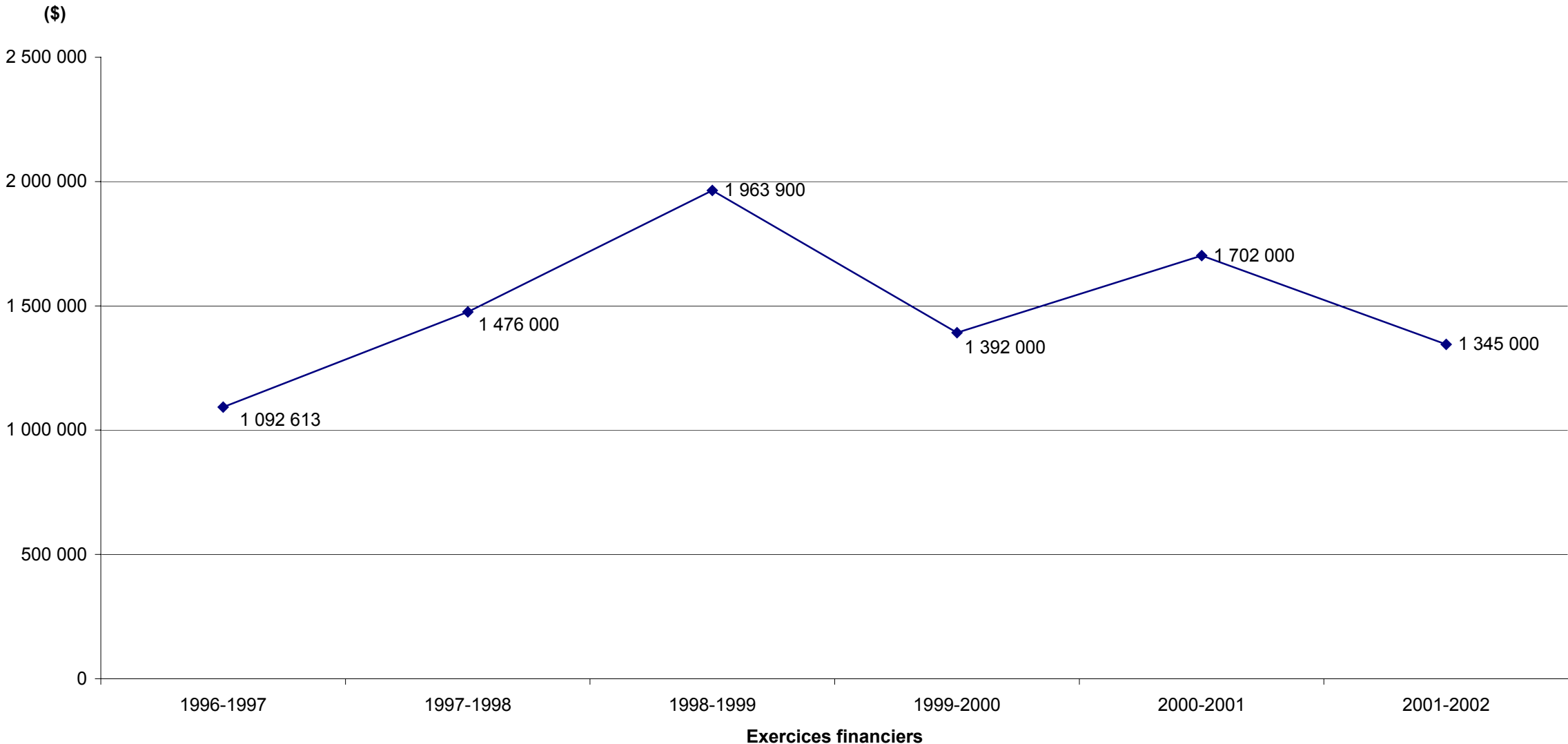
4.7 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Ministère de la Santé et des Services sociaux



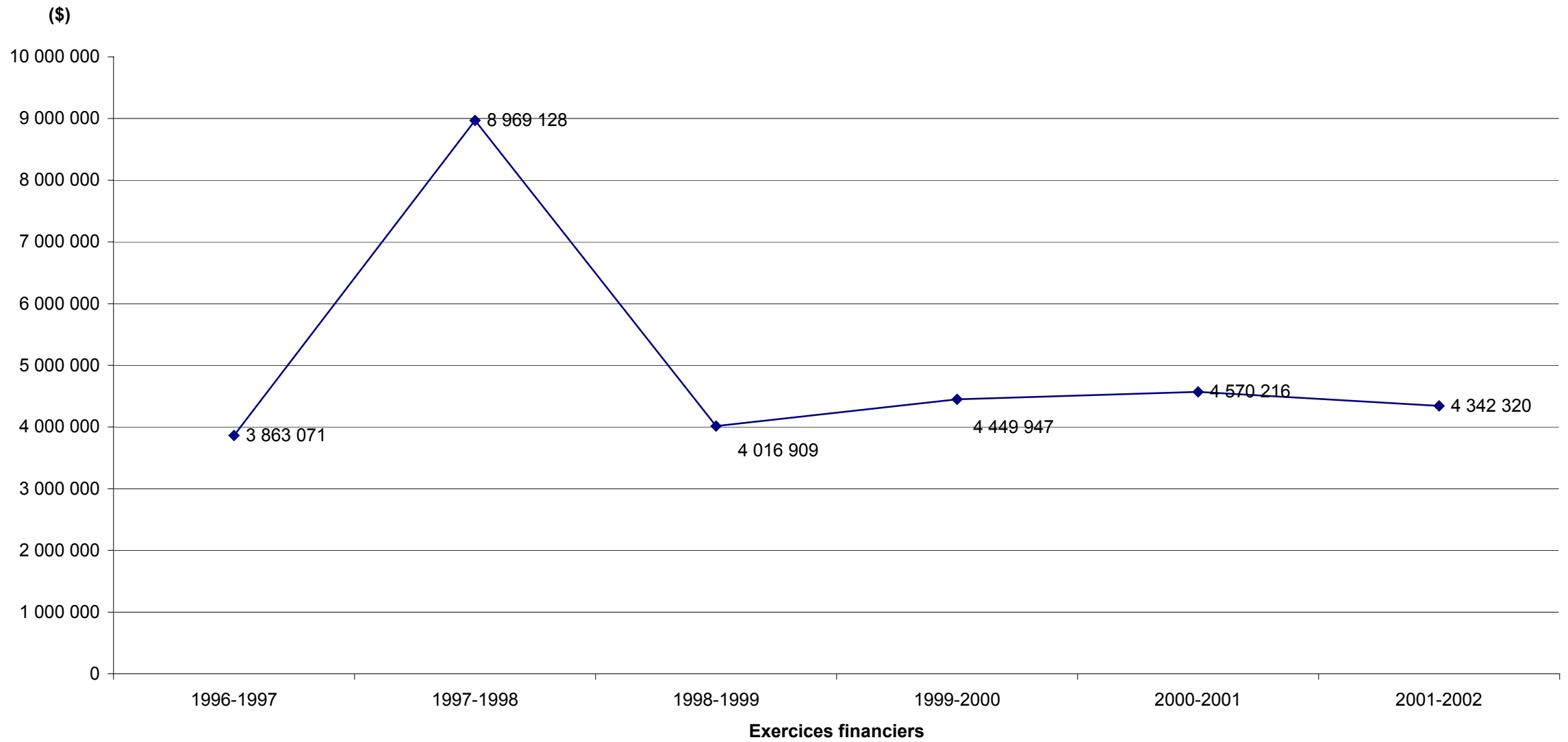
4.8 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Ministère de la Sécurité publique



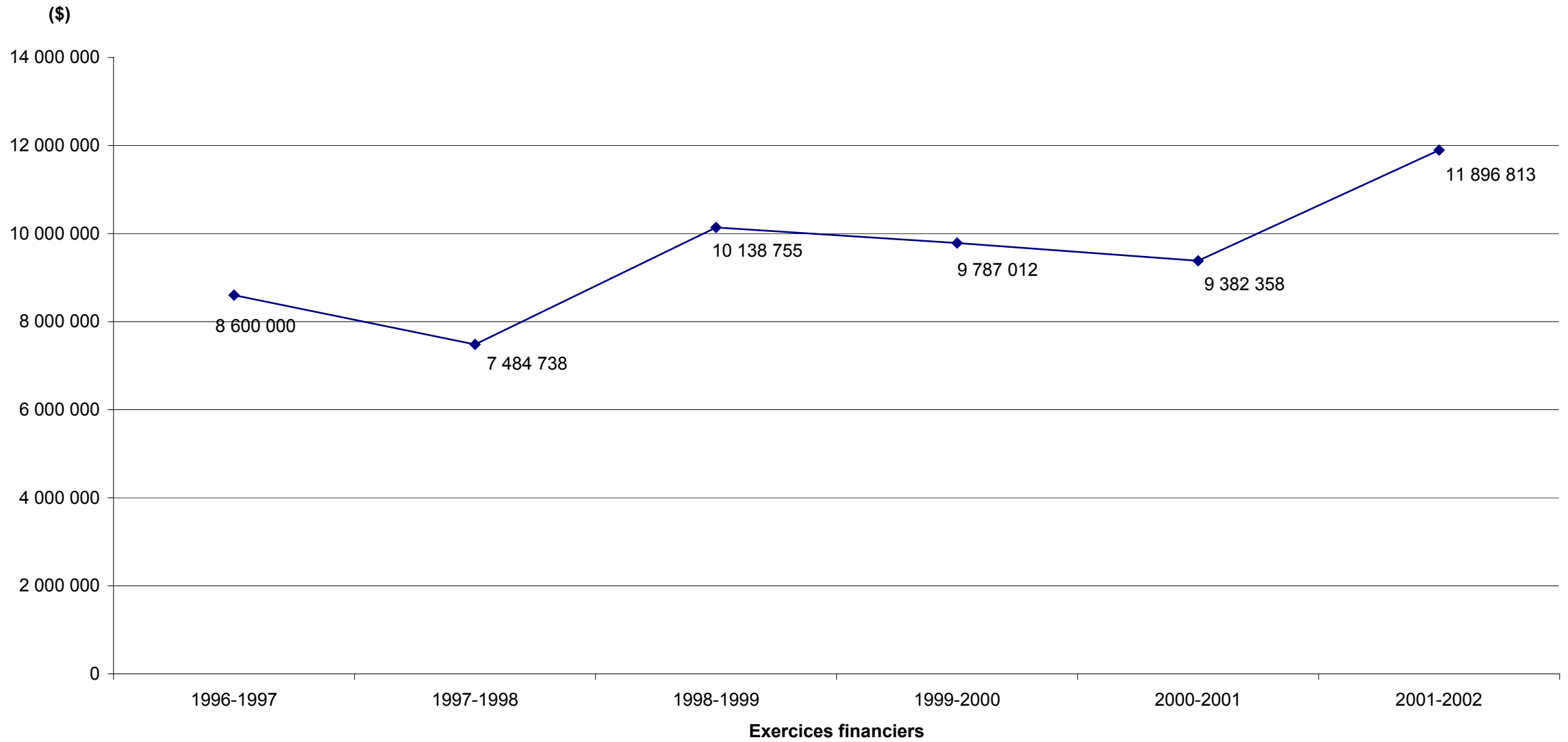
4.9 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole



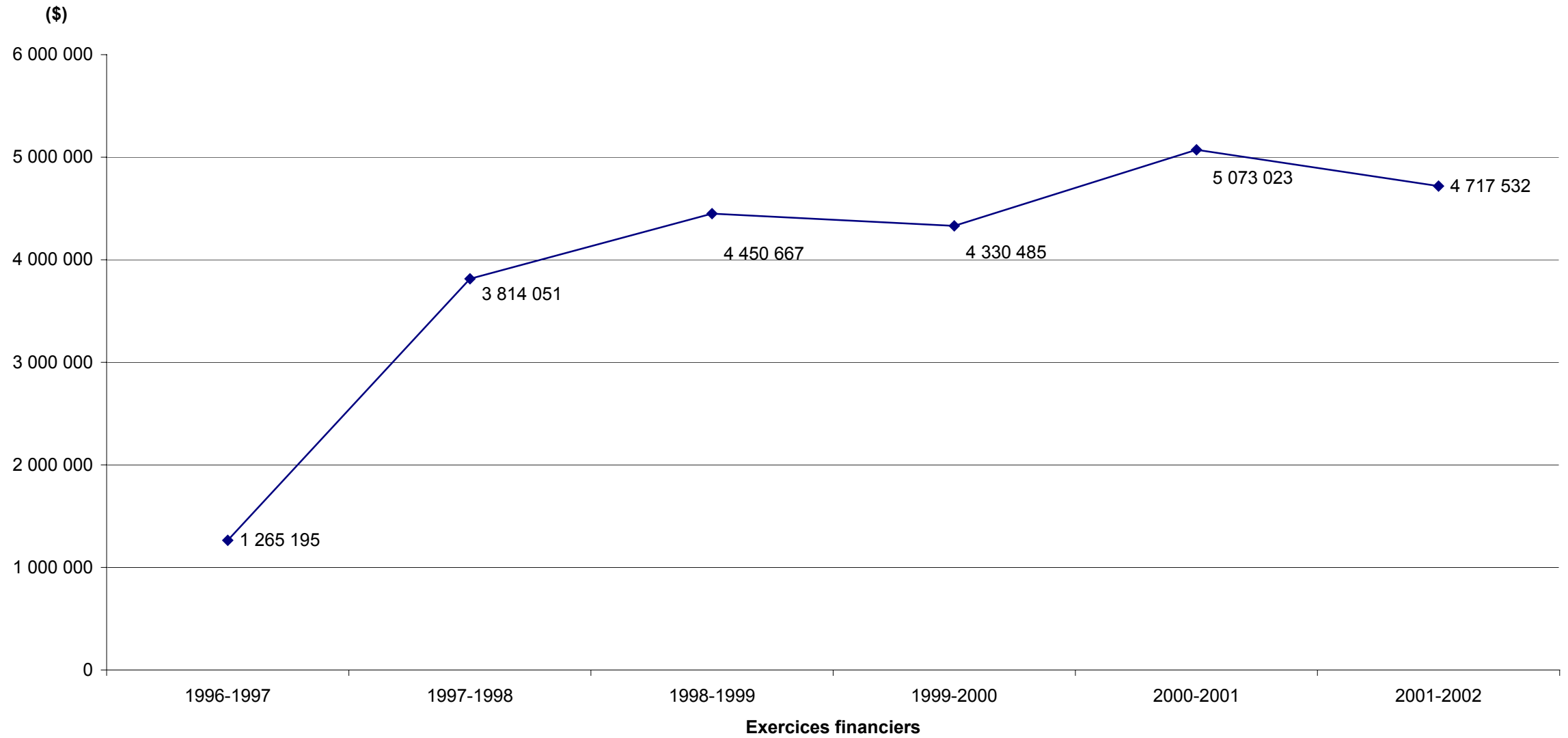
4.10 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Ministère des Régions



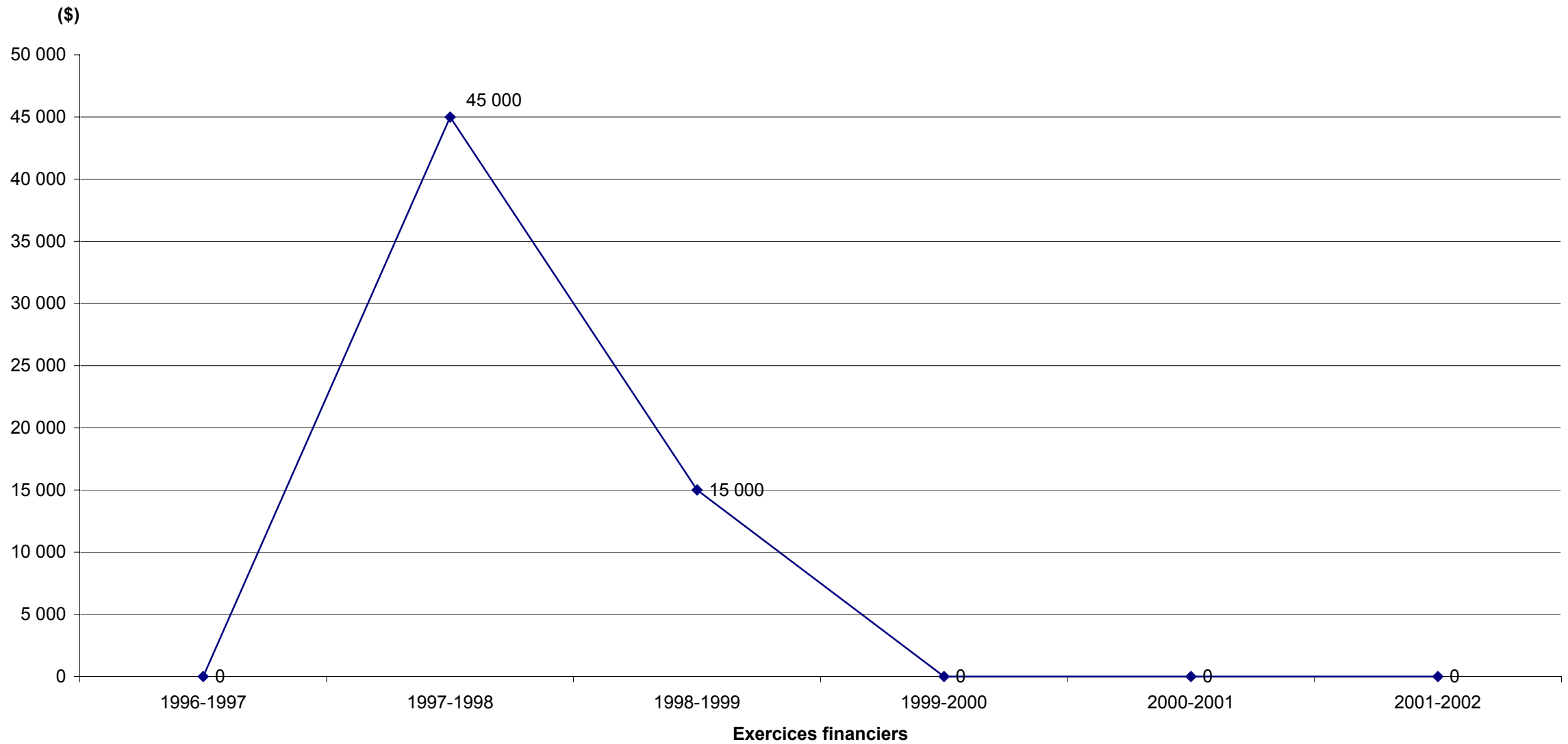
4.11 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration



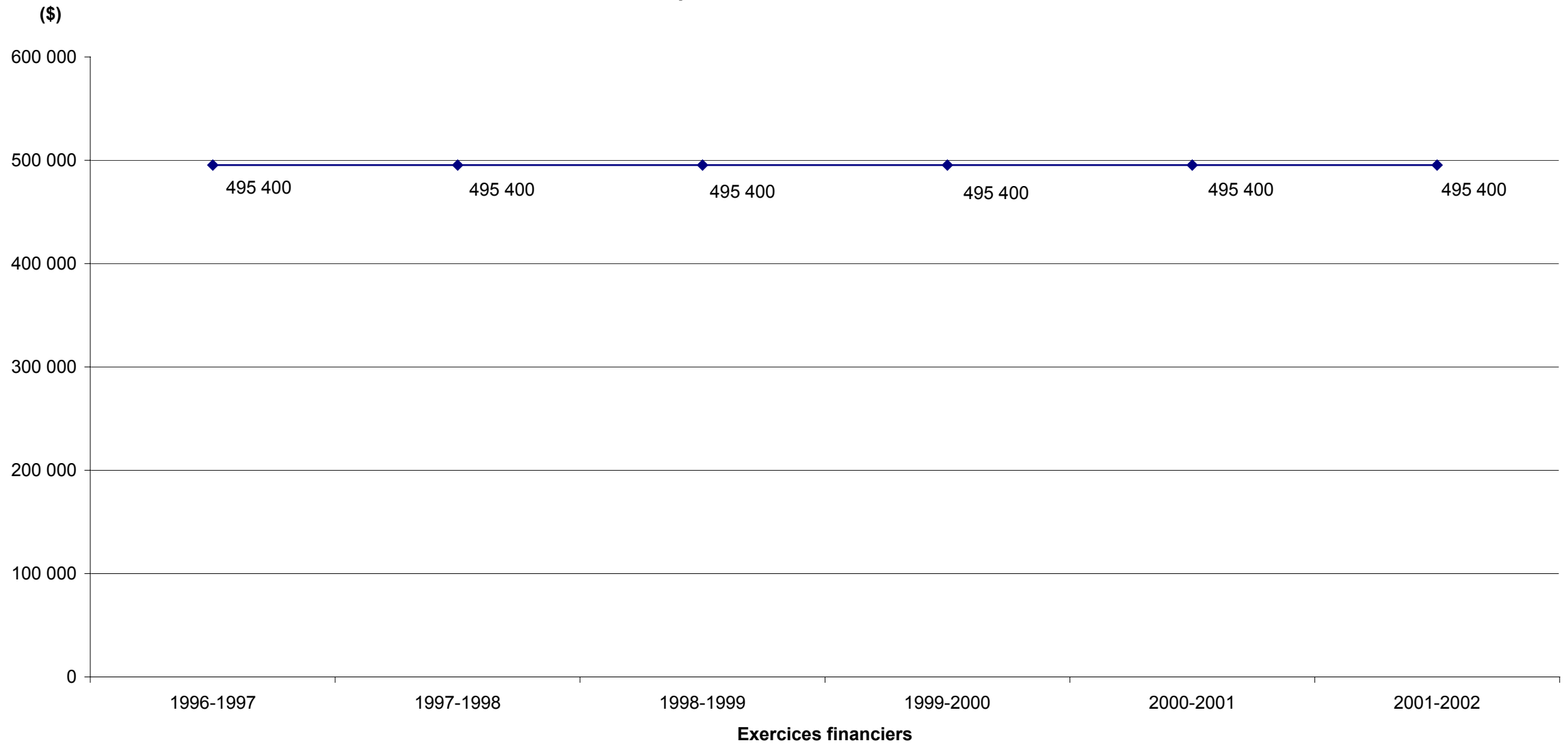
4.12 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Ministère des Relations internationales



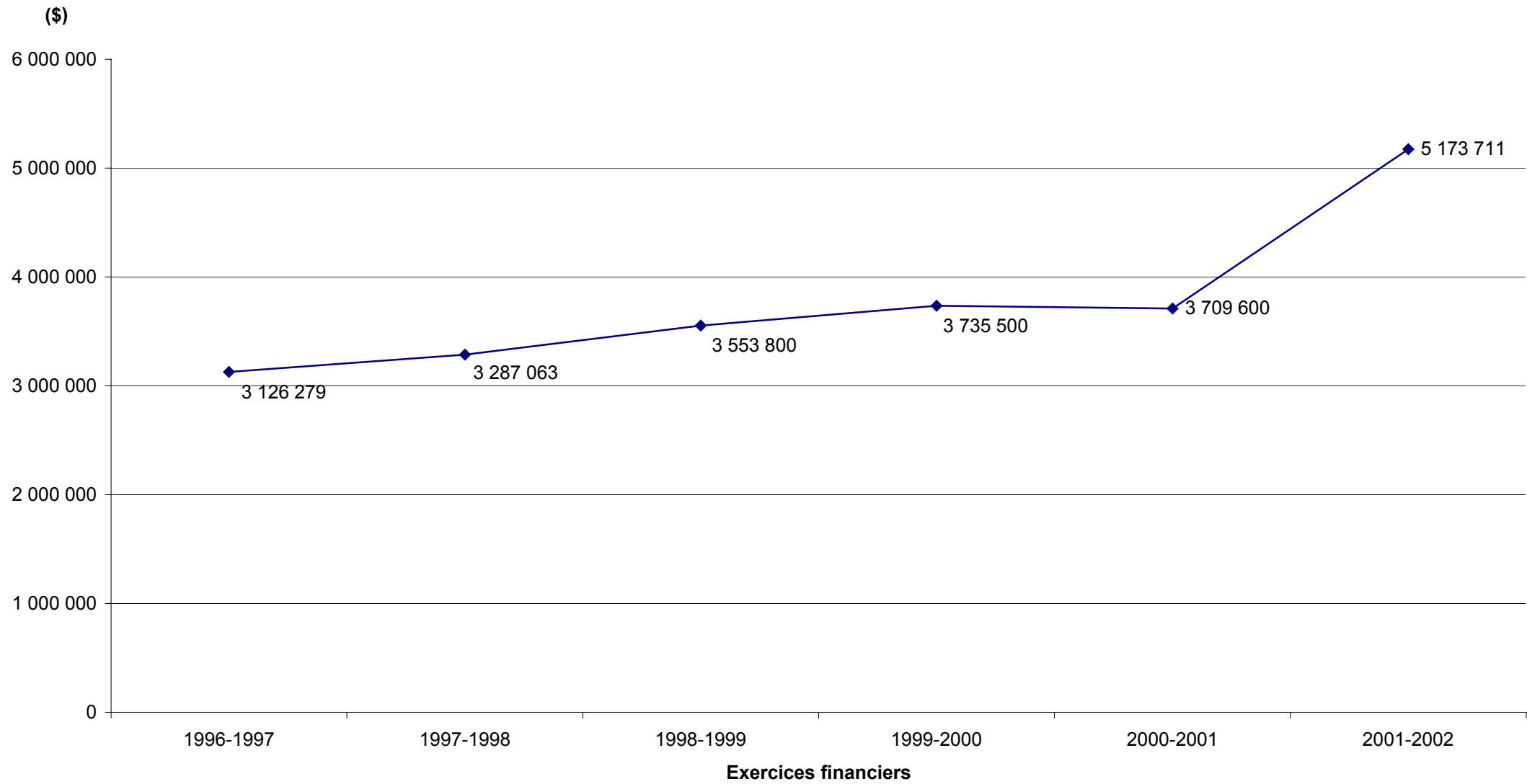
4.13 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Ministère des Transports



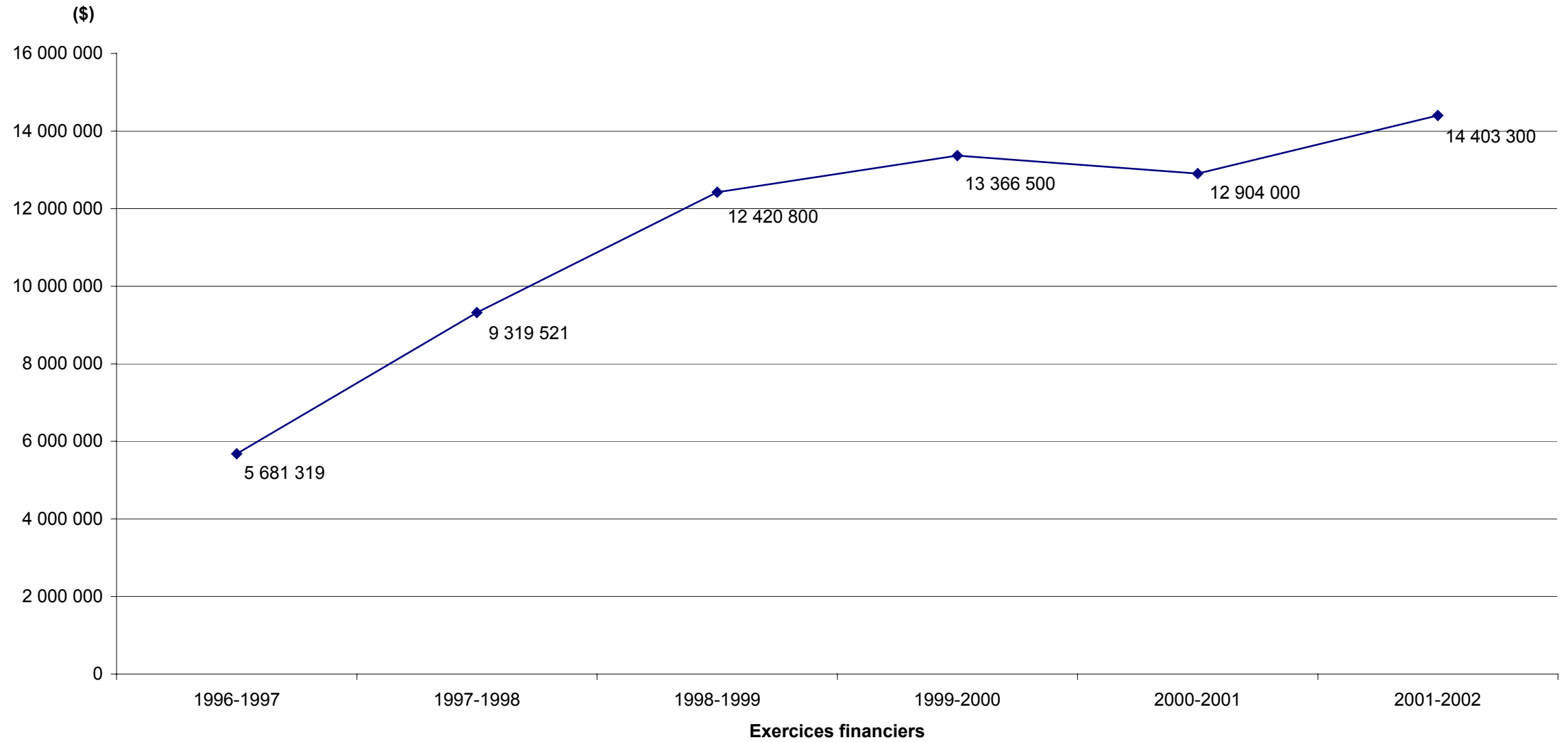
4.14 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Office de la protection du consommateur



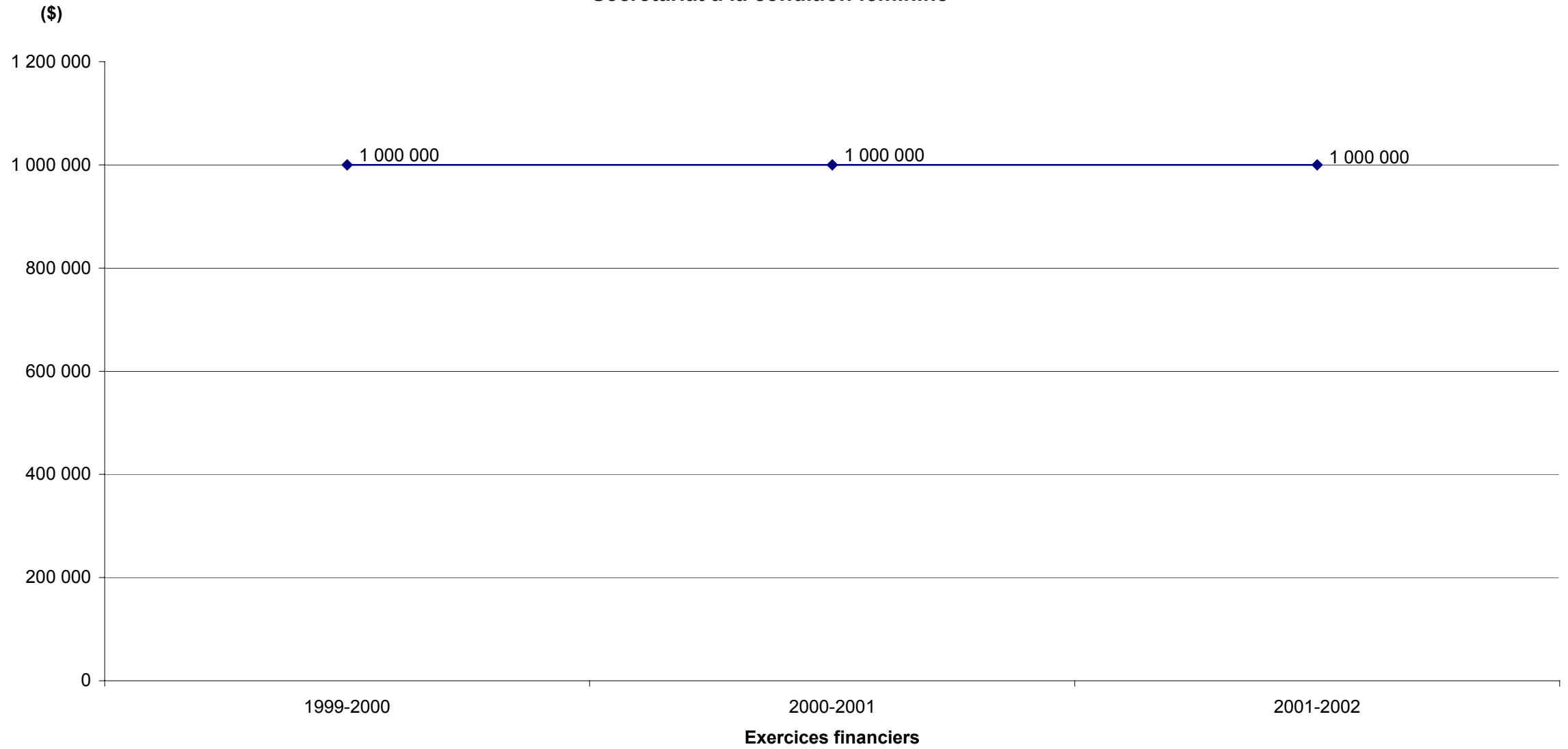
4.15 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Office des personnes handicapées du Québec



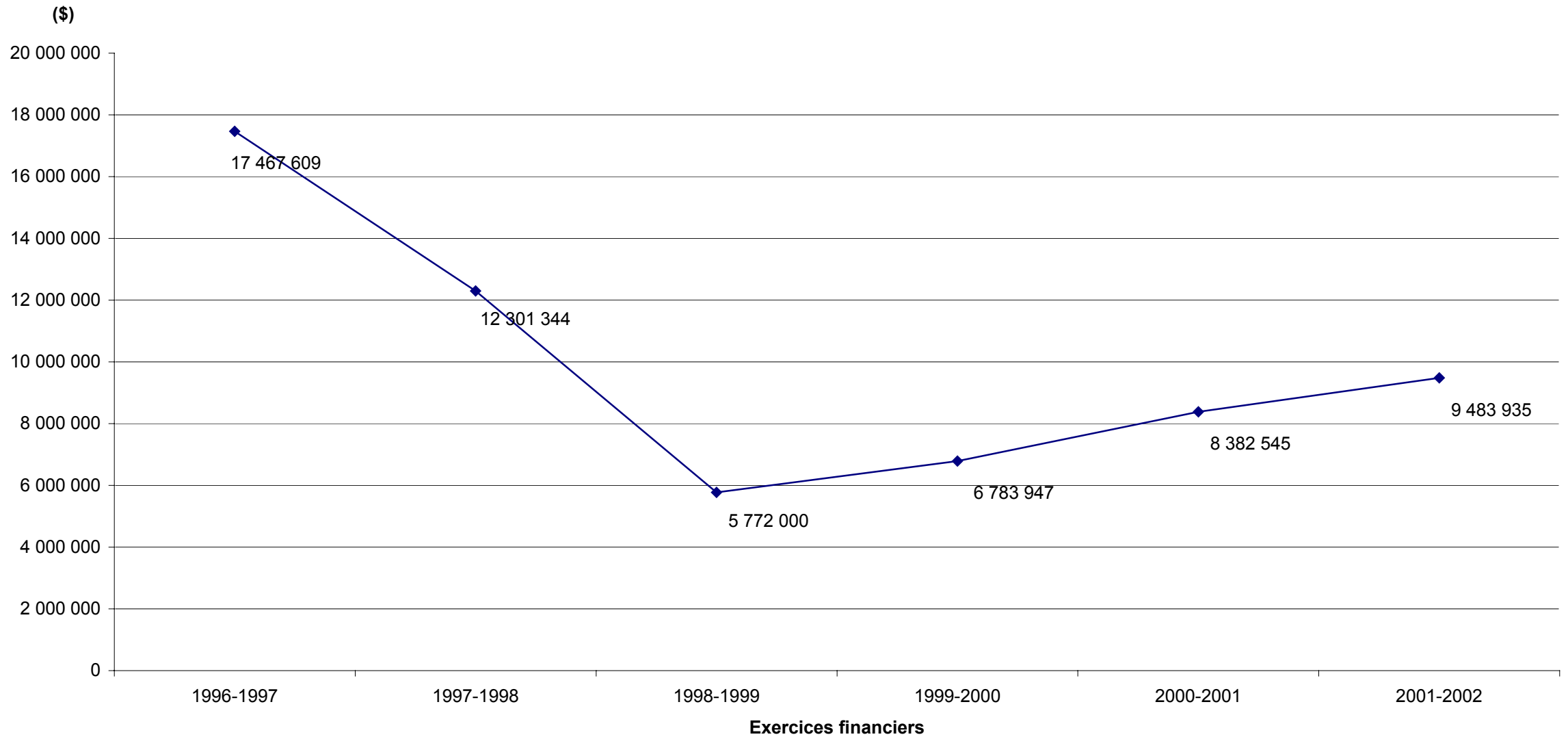
4.16 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec



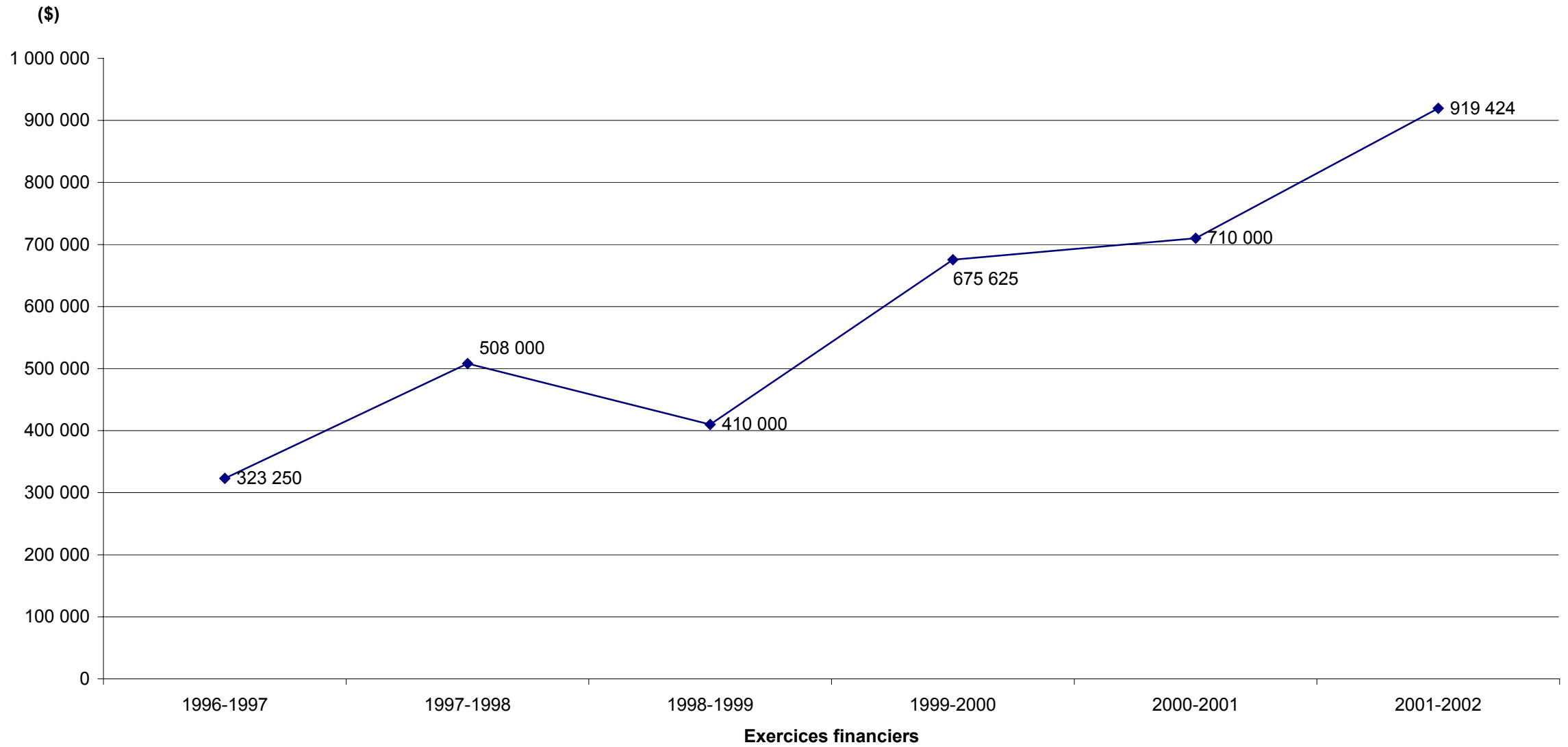
4.17 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Secrétariat à la condition féminine



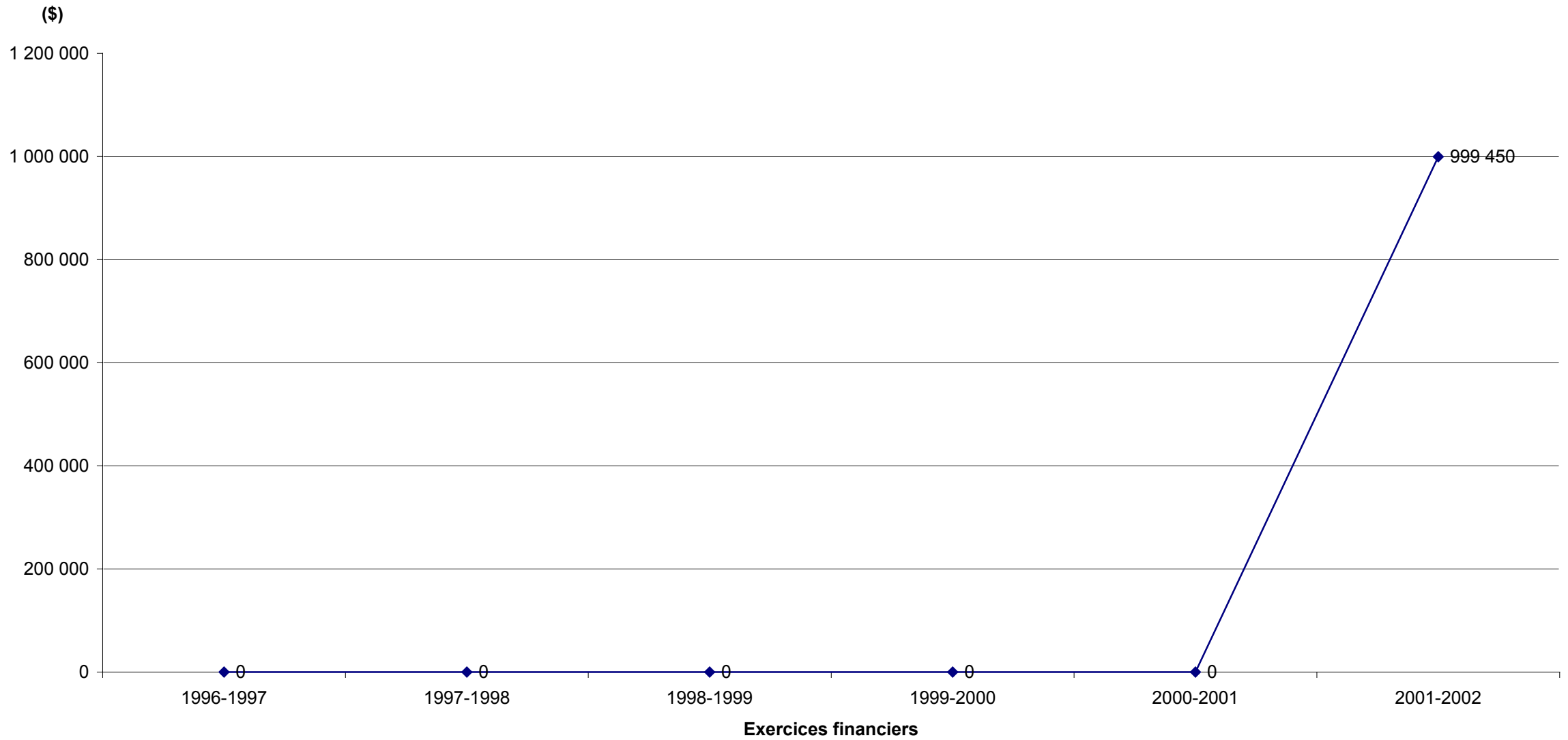
4.18 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Secrétariat au loisir et au sport



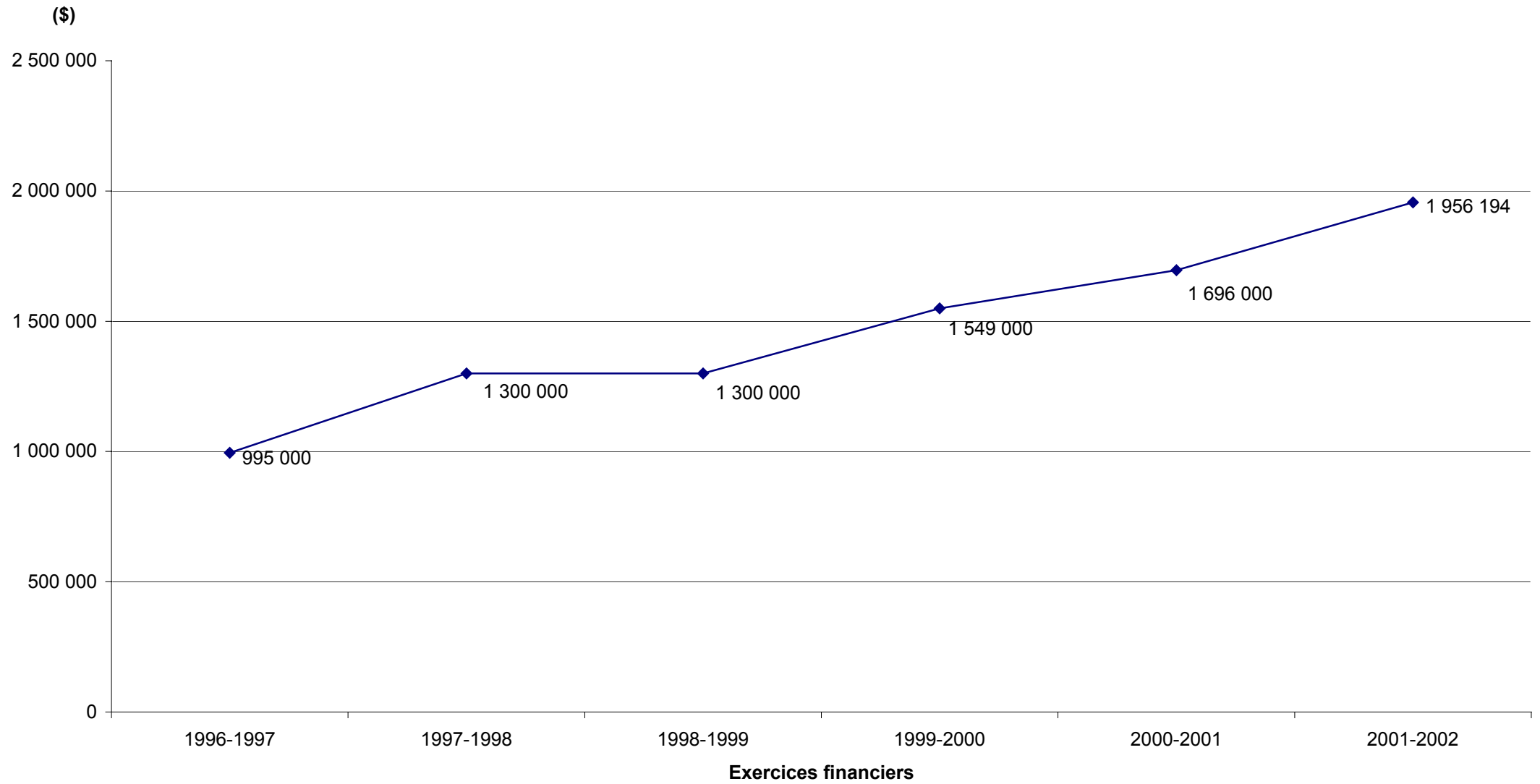
4.19 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Secrétariat aux Affaires autochtones



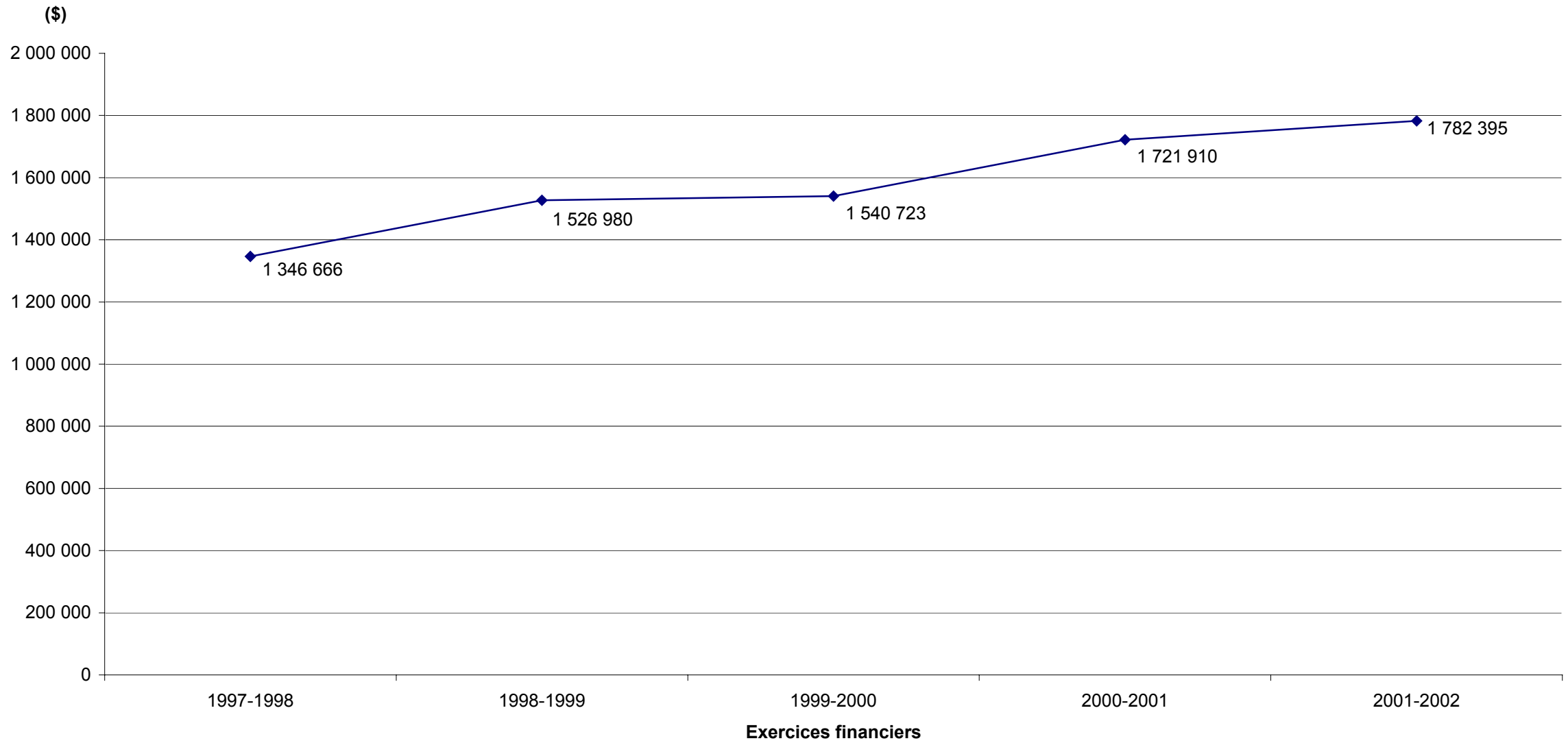
**4.20 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Secrétariat aux Aînés**



4.21 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Société d'habitation du Québec



4.22 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Société de l'assurance automobile du Québec



4.23 Évolution du soutien financier gouvernemental en matière d'action communautaire de 1996-1997 à 2001-2002
Société de la faune et des parcs du Québec

